

Le 3 août 2012

## **TELUS communique ses résultats du deuxième trimestre de 2012**

*Les excellents résultats du secteur des services mobiles génèrent  
une croissance des produits et du résultat*

*Les prévisions consolidées de 2012 pour les produits, le BAIIA et les dépenses  
en immobilisations ont augmenté*

**Vancouver, C.-B.** – Pour le deuxième trimestre de 2012, les produits enregistrés par TELUS Corporation ont augmenté de 4 %, se chiffrant à 2,7 G\$, alors que le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) a progressé de 5 %, se chiffrant à 1,0 G\$. Le bénéfice par action a grimpé de 2 %, atteignant 1,01 \$, ou de 6 %, exclusion faite des ajustements d'impôts et d'un profit sur le projet de développement immobilier Jardin TELUS. Cette croissance a été principalement générée par une hausse de 7 % des produits du secteur des services mobiles et par une hausse de 13 % du BAIIA du secteur des services mobiles, auxquelles s'est ajoutée une solide croissance de 8,5 % des produits tirés des services de transmission de données du secteur filaire.

Dans le secteur sans fil, la croissance des produits a été générée par 112 000 nouveaux abonnements aux services mobiles postpayés – en hausse de 22 % par rapport à l'exercice précédent – la croissance des produits de la transmission des données sans fil de 27 % et la croissance soutenue des meilleurs résultats de l'industrie en ce qui a trait aux produits moyens par abonné (PMAA) – en hausse de 2,4 %. Les autres faits saillants du secteur sans fil comprennent un taux élevé d'adoption des téléphones intelligents et l'atteinte du taux de désabonnement le plus faible en cinq ans.

Dans le secteur filaire, les faits saillants comprennent l'ajout de 43 000 nouveaux abonnés à la télévision et de 20 000 abonnés au service Internet haute vitesse ce trimestre. Le nombre total d'abonnés au service TELUS TV, soit 595 000, a progressé de 48 % en glissement annuel. Ces hausses ont contribué à générer une croissance des produits tirés des services de transmission des données du secteur filaire de 8,5 %, ce qui a plus que compensé le fléchissement continu des produits tirés des services locaux et interurbains traditionnels pour générer une augmentation de 1 % du total des produits du secteur filaire. Le BAIIA a régressé de 6 % en raison principalement de la perte dans le secteur des services traditionnels à marge plus élevée.

Les flux de trésorerie disponibles de 284 M\$ sont demeurés stables en glissement annuel, alors que le BAIIA ajusté plus élevé et la baisse des intérêts débiteurs et des impôts sur le résultat étaient contrebalancés par des dépenses en immobilisations plus élevées en raison des investissements effectués par TELUS pour développer son nouveau réseau sans fil LTE et pour construire deux centres de données Internet. Pour la première moitié de 2012, les flux de trésorerie disponibles se sont chiffrés à 642 M\$, en hausse de 43 % en glissement annuel.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audité)	Trimestres clos les 30 juin		Variation en %
	2012	2011	
Produits opérationnels	2 665	2,554	4,3
Charges opérationnelles avant amortissement	1 667	1,604	3,9
BAIIA <sup>(1)</sup>	998	950	5,1
BAIIA ajusté <sup>(1)(2)</sup>	990	950	4,2
Bénéfice net <sup>(3)(4)</sup>	328	324	1,2
Bénéfice par action (BPA), de base <sup>(3)(4)</sup>	1,01	0,99	2,0
Dépenses en immobilisations	548	456	20,2
Flux de trésorerie disponibles <sup>(5)</sup>	284	286	(0,7)
Total des connexions clients <sup>(6)</sup>	12,84	12,43	3,3

- (1) Se reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2012.
- (2) Le BAIIA ajusté pour le deuxième trimestre de 2012 exclut un profit avant impôt de 9 M\$ sur le terrain donné au projet de développement immobilier Jardin TELUS ainsi que des pertes de capitaux propres de 1 M\$ au deuxième trimestre pour le partenariat immobilier résidentiel.
- (3) Le bénéfice net et le BPA pour le deuxième trimestre de 2012 comprennent un profit après impôt et des pertes de capitaux propres liées au projet immobilier résidentiel Jardin TELUS totalisant 7 M\$ ou 0,02 \$ par action.
- (4) Le bénéfice net et le BPA pour le deuxième trimestre de 2012 comprennent des ajustements défavorables liés à l'impôt sur le résultat de 11 M\$ ou de 0,03 \$ par action en raison principalement d'ajustements découlant de modifications législatives à l'impôt sur le résultat, comparativement à des ajustements favorables liés à l'impôt sur le résultat de 11 M\$ ou de 0,03 \$ par action pour le trimestre correspondant du dernier exercice.
- (5) Pour obtenir une définition de cette mesure, se reporter à la section 11.2 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2012.
- (6) Total des abonnés aux services mobiles, des lignes d'accès au réseau, des abonnés à Internet et des abonnés à TELUS TV (service de télévision par IP et service de télévision par satellite).

Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, a déclaré : « Nos résultats du deuxième trimestre continuent de démontrer qu'il demeure profitable dans le marché concurrentiel canadien de concentrer nos efforts sur des investissements dans nos réseaux et nos services de transmission de données à large bande, tout en offrant une expérience client qui se démarque. Ceci est attesté par la combinaison de nos 63 000 nouveaux abonnés aux services télévisés et à Internet, de la croissance de 48 % des abonnés à TELUS TV, des 112 000 clients additionnels des services mobiles postpayés représentant une augmentation de 22 %, du meilleur produit mensuel du secteur par client de plus de 60 \$ et d'une croissance de 27 % des produits tirés des services de transmission de données sans fil. De plus, notre faible taux de désabonnement aux services sans fil de 1,39 %, mesure clé de la loyauté de nos clients, est le meilleur de l'industrie en ce qui a trait à nos clients aux services postpayés et prépayés combinés, et notre meilleur résultat en cinq ans. Ces résultats montrent que la forte détermination de notre équipe à respecter notre première priorité, soit la clientèle d'abord, porte ses fruits. Nous sommes également déterminés à aller encore plus de l'avant en ce qui a trait à notre priorité de longue date consistant à faire des investissements disciplinés pour améliorer notre efficacité opérationnelle. »

Robert McFarlane, vice-président à la direction et chef des services financiers de TELUS, a déclaré : « L'ensemble des solides résultats que nous avons produits au deuxième trimestre et au cours de la première moitié de 2012 démontrent que notre programme de dépenses en immobilisations, comprenant en particulier des investissements importants dans notre nouveau réseau sans fil LTE et dans les centres de données Internet pour permettre de futures possibilités de croissance organique attrayantes dans le secteur sans fil et dans l'infonuagique, est la bonne stratégie pour TELUS. Conformément à nos résultats positifs en cumul annuel et à nos

perspectives les plus récentes, généralement favorables, pour le reste de l'exercice, nous augmentons nos prévisions annuelles consolidées pour 2012 en ce qui a trait aux produits, au BAIIA et aux dépenses en immobilisations. De même, nous continuons de nous concentrer sur l'efficacité, en particulier dans les domaines traditionnels de notre secteur filaire, comme en témoigne notre annonce du mois de mai indiquant que, selon nos estimations, nos dépenses de restructuration pour 2012 doubleront et passeront à 50 M\$. »

### **Prévisions pour 2012**

Les objectifs annuels consolidés pour 2012 ont été revus à la hausse. La prévision de la fourchette des produits consolidés a été augmentée de 50 M\$ en raison d'une hausse de la fourchette des produits du secteur filaire. La fourchette du BAIIA consolidé a augmenté et a été réduite de 50 M\$ dans le haut de la fourchette en raison d'une hausse de 100 M\$ de la fourchette du BAIIA du secteur des services mobiles partiellement contrebalancée par une baisse de 50 M\$ dans le haut de la fourchette du secteur filaire. Le chiffre le plus bas de la fourchette du BAIIA consolidé a été augmenté de 100 M\$ en raison de la hausse dans la fourchette du secteur des services mobiles et il n'y a aucun changement dans le bas de la fourchette du secteur filaire. Les prévisions approximatives pour les dépenses en immobilisations ont été accrues de 5 % ou de 100 M\$. Se reporter à la section 9 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2012 pour obtenir plus de détails et les taux de croissance prévus.

*Le présent communiqué contient des énoncés au sujet de futurs événements et rendements financiers et opérationnels prévus par TELUS qui sont de nature prospective. Ces énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle pose des hypothèses et sont assujettis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs ne soient pas exacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les objectifs pour 2012), des réserves et des facteurs de risque (y compris la possibilité d'un regroupement d'actions futur et des restrictions sur la propriété non canadienne des actions ordinaires de TELUS, ceux ayant trait aux hausses de dividendes semestrielles jusqu'en 2013 et les objectifs sur trois ans du chef de la direction en ce qui concerne la croissance du BPA et des flux de trésorerie disponibles jusqu'en 2013, exception faite des coûts liés à l'acquisition du spectre ) mentionnés dans la Circulaire d'information 2012, le rapport de gestion du rapport annuel 2011 et dans les rapports des premier et deuxième trimestres de 2012. Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à son appréciation, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et prévisions annuelles.*

## FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS

### Services mobiles de TELUS

- Les produits externes tirés des services mobiles ont augmenté de 95 M\$, ou 7,1 %, et atteint 1,43 G\$ au deuxième trimestre de 2012, comparativement à la période correspondante du dernier exercice. Cette progression découle de la croissance continue du nombre d'abonnés et des PMAA.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 110 M\$, ou 27 %, et se sont élevés à 512 M\$ pour le trimestre; ils représentent maintenant 39 % des produits tirés des services de réseau, en hausse par rapport à 33 % il y a un an. Le PMAA lié aux données a augmenté de 4,07 \$ ou 21 % et s'est chiffré à 23,32 \$. Ces hausses sont attribuables à l'adoption toujours forte des téléphones intelligents et des forfaits de données connexes, à l'utilisation accrue des appareils Internet mobiles et des tablettes, à l'augmentation des produits liés à la messagerie textuelle payable à l'usage ainsi qu'aux volumes plus élevés des services d'itinérance.
- Le PMAA combiné a augmenté de 1,41 \$ ou de 2,4 % et s'est chiffré à 60,29 \$, une croissance de 21 % du PMAA tiré des services de transmission des données ayant plus que contrebalancé un recul modéré de 6,7 % du PMAA généré par les services de transmission de la voix. Il s'agit du septième trimestre consécutif de croissance en glissement annuel des PMAA combinés, croissance qui a produit le meilleur résultat du PMAA dans l'industrie.
- Le taux de désabonnement mensuel combiné a chuté de 28 points de base en glissement annuel, se situant à 1,39 % - le niveau le plus bas en 5 ans – ce qui est attribuable à la politique efficace de la société en matière de marketing et de services consistant à donner la priorité à la clientèle, à des investissements efficaces de fidélisation ainsi qu'à un taux de désabonnement plus faible des téléphones intelligents. Le taux de désabonnement des services postpayés a été inférieur de 1 %, à 34 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.
- Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles se sont chiffrés à 86 000, ce qui représente une baisse de 8,5 % en glissement annuel et tient compte de l'ajout de 112 000 abonnés aux services postpayés et de la perte de 26 000 abonnés aux services prépayés qui génèrent des PMAA plus faibles. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés ont augmenté de 22 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le nombre total d'abonnés aux services mobiles s'est situé à 7,45 millions, en hausse de 4,9 % par rapport à l'exercice précédent, et la proportion d'abonnés aux services postpayés à valeur élevée est passée à 84,7 %, une augmentation de 2,3 points. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentent maintenant 59 % des abonnés aux services postpayés, dont le nombre total est de 6,3 millions, comparativement à 42 % il y a un an.
- Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est élevé à 636 M\$, en hausse de 71 M\$, ou 13 %, grâce à la forte croissance des produits et à l'efficacité des mesures de contrôle des coûts. La marge de 44,2 % a augmenté de 2,1 points par rapport au dernier exercice.
- Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses en immobilisations) ont connu une baisse de 16 M\$ et se sont situés à 442 M\$ pour le trimestre, car la croissance du BAIIA a été neutralisée par la hausse des dépenses en immobilisations liées à l'expansion continue du nouveau réseau 4G LTE de TELUS et au soutien de la croissance.

## Services filaires de TELUS

- Les produits externes tirés des services filaires ont augmenté de 16 M\$ ou 1,3 % et se sont chiffrés à 1,24 G\$ au deuxième trimestre de 2012, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a été générée par la hausse des produits des services de transmission de données et d'autres produits, partiellement contrebalancée par le recul des produits tirés de l'équipement pour les services locaux, interurbains et de transmission de la voix.
- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont augmenté de 54 M\$, ou 8,5 %, principalement en lien avec la forte croissance du nombre d'abonnés à TELUS TV combinée aux hausses de tarifs décrétées en 2011 et à la croissance des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés. Le nombre de nouveaux abonnés à TELUS TV, soit 43 000, représente 3 000 nouveaux abonnés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre total des abonnés à TELUS TV, soit 595 000, a augmenté de 48 %, soit 192 000 abonnés supplémentaires, en glissement annuel.
- Les nouveaux abonnés au service Internet haute vitesse au nombre de 20 000 ont augmenté de 54 % en glissement annuel grâce au succès de nos promotions et à l'incidence positive des ventes du service Télé Optik. Le nombre d'abonnés au service haute vitesse de TELUS atteint 1,28 million, soit 81 000 abonnés de plus, ou une hausse de 6,8 %, en glissement annuel.
- Le nombre total de lignes d'accès au réseau a reculé de 5,3 % par rapport au dernier exercice et s'est situé à 3,5 millions. Les pertes de lignes résidentielles se sont chiffrées à 36 000, comparativement à 47 000 au premier trimestre, soit une amélioration séquentielle. Les lignes résidentielles sont en recul de 7,6 % en glissement annuel, en raison de la concurrence soutenue et du remplacement par les services mobiles et Internet. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau a reculé de 14 000, ce qui est imputable à la concurrence soutenue sur le marché des petites et des moyennes entreprises ainsi qu'à la conversion des services traditionnels de transmission de la voix aux services IP.
- Le BAIIA lié aux services filaires s'est établi à 362 M\$, un recul de 23 M\$, ou de 6,0 %, imputable aux reculs permanents des services traditionnels de transmission de la voix à marge plus élevée qui n'ont pas été entièrement compensés par la croissance des services de transmission de données à marge moins élevée. La marge du BAIIA sous-jacent ajusté a atteint 27,8 %, une baisse de 2,7 points de base en glissement annuel. Les flux de trésorerie simples (BAIIA ajusté moins les dépenses en immobilisations) ont reculé de 36 M\$ à zéro au cours du trimestre en raison de la baisse du BAIIA et des dépenses en immobilisations légèrement plus élevées liées à la construction des centres de données Internet.

## FAITS NOUVEAUX CONCERNANT L'ENTREPRISE

### **L'honorable John Manley, C. P., O.C., se joint au conseil d'administration de TELUS**

TELUS est heureuse d'annoncer la nomination de l'honorable John Manley, C.P., O.C., à son conseil d'administration. Cette nomination s'inscrit dans le programme permanent de la société visant à consolider le conseil d'administration grâce au large éventail d'expériences de ses membres hautement compétents, provenant de toutes les régions du pays. Au cours de sa prestigieuse carrière, M. Manley a exercé la fonction de vice-premier ministre et a été en charge de nombreux portefeuilles importants au gouvernement fédéral, notamment les Finances, l'Industrie ainsi que les Affaires étrangères. Outre son rôle actuel de président et chef de la direction du Conseil canadien des chefs d'entreprise, M. Manley siège au conseil de nombreuses sociétés cotées en bourse et œuvre activement dans le secteur sans but lucratif, partageant l'engagement philanthropique de TELUS – « donner où nous vivons ». M. Manley siègera au comité d'audit du conseil, mettant à profit sa vaste expérience des secteurs privé et public et sa profonde connaissance de l'économie du Canada.

## **TELUS répond à des allégations portant sur la propriété étrangère**

En juillet, TELUS a répondu au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») à propos des allégations trompeuses de Globalive au sujet des niveaux de propriété étrangère de TELUS. TELUS a exhorté le CRTC à rejeter la plainte. La réponse de TELUS soulignait que ses systèmes établis de longue date pour surveiller et contrôler la propriété étrangère de ses actions avec droit de vote ont fait en sorte que la société se conforme aux restrictions du Canada sur la propriété étrangère des entreprises de télécommunication. La société a signalé qu'en date du 29 juin, 32,59 % des actions avec droit de vote de TELUS étaient détenues par des non-Canadiens, soit un pourcentage inférieur à la limite de 33,3 % imposée par le gouvernement fédéral. Cela inclut les actions détenues par le fonds de couverture Mason Capital établi à New York, lequel a récemment déclaré qu'il détenait 19,98 % des actions ordinaires de TELUS.

Mason Capital a récemment publié des allégations au sujet de la propriété étrangère, qui sont très similaires à celles de Globalive. Globalive et Mason ont toutes deux fondé leurs allégations sur des rapports de Broadridge Financial Solutions. Les rapports de Broadridge utilisent des données géographiques et postales pour fournir aux entreprises un aperçu des lieux où sont établis leurs investisseurs, mais ils ne filtrent pas les ventes à découvert et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que des actions soient comptées plus d'une fois. Par conséquent, les rapports de Broadridge ont compté 214 millions d'actions avec droit de vote de TELUS, alors que la société n'en compte que 175 millions. Broadridge a confirmé à TELUS que ses rapports ne brossaient pas un portrait exact de la propriété étrangère de TELUS et qu'ils ne devraient jamais être utilisés dans ce but.

Les processus utilisés par TELUS pour contrôler les niveaux de propriété étrangère sont gérés ' par son agent de transfert indépendant, Computershare, lequel traite les demandes des non-Canadiens intéressés par l'achat d'actions de TELUS, tient le registre des actionnaires de TELUS et se procure les déclarations de résidence des actionnaires auprès des institutions participantes.

## **TELUS lance le Samsung Galaxy SIII et d'autres appareils attrayants**

Au cours du deuxième trimestre, TELUS a continué de proposer à ses clients les appareils les plus récents parmi lesquels le populaire Samsung Galaxy SIII. Le nouveau Galaxy SIII permet aux clients de bénéficier de la nouvelle vitesse incroyablement élevée du réseau 4G LTE et présente un nouveau concept de convivialité du mobile permettant aux utilisateurs de communiquer et de partager leurs expériences naturellement et instantanément.

Pendant le trimestre, TELUS a également lancé trois appareils HTC One, faisant de la société la seule entreprise de télécommunications en Amérique du Nord à proposer les appareils HTC One X, One V et One S. TELUS a également lancé le Lumia 610 de Nokia, un téléphone avec Windows parfait pour les jeunes, offrant un accès instantané aux réseaux sociaux en appuyant sur un bouton ainsi que le nouvel appareil d'entrée de gamme Samsung Galaxy Ace Q facile à utiliser pour rester connecté à votre cercle social.

## **Télé Optik évolue en proposant de nouvelles applications et améliorations emballantes**

En juillet, TELUS a lancé Multivue sur Télé Optik permettant aux clients de ne rien manquer de l'action et de regarder quatre chaînes simultanément sur le même écran. Grâce à Multivue, une chaîne s'affiche sur l'écran avec le son, tandis que trois autres émissions s'affichent sur des écrans plus petits. L'application est facile à utiliser et permet aux abonnés d'Optik de passer rapidement d'une émission à l'autre et d'en choisir de nouvelles à ajouter aux listes thématiques personnalisées de leurs émissions préférées, qu'il s'agisse de sports, d'émissions pour enfants, d'information ou de films.

TELUS a également lancé une application météo sur Télé Optik, permettant aux utilisateurs de se renseigner plus facilement sur les conditions météorologiques dans n'importe quelle ville en tout temps. Les clients peuvent consulter à la fois les prévisions météorologiques à court et à long terme, les alertes météo et se tenir au courant du temps qu'il fait dans un maximum de 10 villes. Ils

peuvent même suivre les prévisions pollen pendant la saison du rhume des foins, ou vérifier les conditions de ski sur certaines montagnes. Les applications Multivue et Météomédia sont proposées à tous les abonnés de Télé Optik sans frais additionnels. Cependant, il faut être abonné à Optik haute vitesse pour pouvoir utiliser l'application météo.

Également en juillet, le service Vidéo sur demande pour Télé Optik a été amélioré et a une nouvelle apparence. La nouvelle expérience sur demande est non seulement plus attrayante visuellement, mais offre aussi de nouvelles fonctions pour aider les clients de Télé Optik à naviguer et à sélectionner ce qu'ils souhaitent regarder.

### **TELUS lance les travaux d'un centre de données Internet de pointe à Kamloops**

En juin, TELUS a lancé les travaux de construction de son centre de données Internet à Kamloops. Une fois terminé, en juillet 2013, le centre qui sera alimenté en énergie verte hydroélectrique et équipé d'un système de climatisation naturelle ainsi que d'autres technologies, sera l'une des installations de ce type les plus durables sur le plan environnemental, les plus sécuritaires et fiables au monde. Le centre utilisera jusqu'à 80 % moins d'énergie qu'un centre de données normal de sa dimension et il est conçu pour respecter la norme or de la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design). La nouvelle installation sera la pierre angulaire des solutions infonuagiques de prochaine génération de TELUS. Elle fournira aux clients un avantage concurrentiel en leur permettant de se concentrer sur leurs activités principales en sachant que leurs données sont entreposées efficacement dans l'un des centres d'hébergement de données les plus écologiques et les plus sécuritaires au monde. Il s'agira d'une installation sœur du centre de données conçu pour respecter la norme or de la certification LEED que TELUS construit à Rimouski, et de l'un des 10 centres de données exploités par TELUS au Canada.

### **TELUS propulse l'escouade Wi-Xi à Montréal**

En juillet, TELUS a annoncé qu'une escouade Wi-Xi parcourra les rues de Montréal. L'escouade visitera divers endroits publics achalandés tout au long de l'été afin de donner aux Montréalais un accès gratuit au puissant réseau 4G LTE de TELUS. Le BIXI aux couleurs de TELUS est transformé en point d'accès Wi-Fi grâce au Wi-Xi TELUS, un modem 4G LTE alimenté par une batterie qui se recharge quand on pédale. Innovation de TELUS, le Wi-Xi TELUS exploite la puissance d'Internet pour offrir les meilleures solutions technologiques à ses clients dans les rues de la ville puisqu'elle permet à jusqu'à 10 utilisateurs par BIXI de se connecter au réseau 4G LTE de TELUS.

### **TELUS va de l'avant dans la construction de trois stations de recharge sans fil pour véhicules hybrides dans le secteur ouest de Vancouver**

Le Vancouver Park Board a approuvé la proposition de TELUS de construire trois stations de recharge de véhicules hybrides et des bornes sans fil TELUS peu encombrantes dans le secteur ouest de Vancouver. Il s'agit du premier projet de ce genre dans le monde, d'après ce que savent les partenaires de ce projet. Les trois stations – un partenariat entre TELUS, la Ville de Vancouver et le Park Board – offriront des bornes de recharge pour les véhicules électriques et une capacité de services sans fil cruciale le long du couloir achalandé de la baie English sous la forme d'un ensemble attrayant complété par des places de stationnement pour les véhicules électriques et par un banc pour les passants et les personnes effectuant la recharge de leur voiture. TELUS investit environ 1 M\$ dans la construction de ces stations et prévoit que la première sera en service à la fin de 2012.

### **TELUS ouvre des boutiques au concept nouveau pour servir les entreprises de Toronto, de Victoria et de Saskatoon**

TELUS a récemment annoncé l'ouverture officielle de ses toutes dernières boutiques pour les entreprises à Toronto, à Victoria et à Saskatoon. Les nouvelles boutiques sont conçues pour répondre aux besoins particuliers des petites et moyennes entreprises et offrent une expérience client améliorée. Pour ce faire, des technologies hautement interactives et novatrices sont utilisées

et des possibilités accrues d'apprentissage individuel et de participation sont offertes avec des spécialistes en communication de TELUS.

### **Brookfield LePage Johnson Controls s'associe à TELUS Sourcing Solutions**

En juin, Brookfield LePage Johnson Controls (BLJC) a annoncé un nouveau partenariat de 250 000 \$ avec TELUS Sourcing Solutions portant sur une technologie de gestion automatisée du rendement devant permettre aux 1 500 membres de l'équipe BLJC et à leurs dirigeants de mesurer leur rendement et leur perfectionnement par rapport à des objectifs annuels précis. La solution de gestion du rendement de TELUS pour les entreprises améliore le rendement des membres de l'équipe en mettant en adéquation les objectifs professionnels de l'employé et les objectifs organisationnels, augmentant la productivité globale et améliorant la participation des membres de l'équipe. TELUS est un important fournisseur de solutions rentables et novatrices de gestion des ressources humaines et des talents et a démontré une compétence essentielle dans la prestation de cette gamme de services dans les secteurs public et privé.

### **TELUS Solutions en santé favorise l'expansion des dossiers médicaux électroniques à Terre-Neuve-et-Labrador**

En mai, TELUS Solutions en santé et en finance a annoncé la signature d'une entente avec le Centre de renseignements sur la santé de Terre-Neuve-et-Labrador pour appuyer la prochaine phase du déploiement du dossier de santé électronique interexploitable (DSEi) de la province, permettant aux cliniciens de toute la province d'avoir accès à des informations cruciales sur la santé. Cette nouvelle entente met largement à profit la capacité technologique de TELUS pour déployer le Réseau pharmaceutique, projet qui a permis la mise en place de la composante centrale d'un DSE, la Couche d'accès à l'information sur la santé (CAIS). Conçu et créé par TELUS Solutions en santé pour respecter les spécifications d'Inforoute Santé du Canada, la CAIS gère les interactions entre les systèmes cliniques (systèmes de gestion de pharmacie, système d'information hospitalier, DME de médecin, etc.), les dépôts provinciaux (médicaments, laboratoires, dossiers de santé partagés, etc.) et les registres provinciaux (client, fournisseur, emplacement et utilisateur). En plus de fournir la première version de la CAIS contenue dans le Réseau pharmaceutique, TELUS Solutions en santé a également fourni le Système d'information sur les médicaments, qui est à la fois un portail de gestion et un entrepôt de données, utilisé pour connecter les pharmacies utilisant le Réseau pharmaceutique.

### **TELUS obtient une prolongation de son contrat avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario**

TELUS Solutions en santé a annoncé la prolongation de deux ans de son entente avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario portant sur l'exploitation du Système de réseau de la santé. Le Système de réseau de la santé permet le traitement informatique des demandes de règlement, des paiements de pharmacies et de différentes applications de traitement par lots et de soutien administratif pour le Programme public de médicaments de l'Ontario. Les pharmacies soumettent les demandes de règlement de médicaments par voie électronique et le Système de réseau de la santé en détermine l'admissibilité, fournit des messages sur l'examen de l'utilisation des médicaments, autorise le paiement et calcule la part des coûts des médicaments sous ordonnance admissibles remboursables par le gouvernement. TELUS Solutions en santé gère, exploite et maintient les systèmes de traitement électroniques et les services de soutien technologique pour permettre le traitement des demandes de règlement de médicaments en vertu du programme public de médicaments de l'Ontario. Au cours de cette prolongation, les installations de centres de données de TELUS en Ontario procéderont au traitement et au remboursement d'environ 125 millions de demandes de règlement par année liées au Programme de médicaments de l'Ontario.



## **TELUS investira 1,3 M\$ dans la recherche technologique en santé avec l'Université de l'Alberta**

En mai, TELUS a annoncé la signature d'un protocole d'entente avec la Faculté de médecine physique et de réadaptation de l'Université de l'Alberta afin de fournir un soutien financier au programme *Consumer Health Technology Innovation Living Laboratory Community* nouvellement créé. Au cours des trois prochaines années, TELUS fournira 1,3 M\$ afin de mener une recherche avec l'Université sur l'application des technologies émergentes pour améliorer les soins aux patients dans la collectivité. L'Alberta est à l'avant-garde de la transformation des soins de santé et TELUS continue de tirer parti de cet élan en travaillant avec l'Université de l'Alberta à la mise sur pied de ce centre national d'excellence pour la technologie de la santé qui renforcera la position de chef de file de l'Alberta en matière d'innovation dans le secteur des soins de santé.

## **Le rapport annuel de TELUS remporte des prix Gold Quill**

Le rapport annuel 2010 de TELUS a obtenu le prix d'excellence dans le cadre des Gold Quill Award remis par l'Association internationale des professionnels des communications (AIPC) dans la catégorie publication et s'est classé parmi les meilleurs. Les juges ont félicité TELUS pour son exceptionnelle exécution de projet, sa créativité et l'importance accordée au lecteur, mentionnant que « TELUS a présenté un rapport généralement ennuyeux en faisant en sorte qu'il capte l'intérêt de l'auditoire tout en communiquant l'information requise. » Les candidatures aux Gold Quill Awards 2012 provenaient du monde entier et représentaient diverses industries et organisations.

## **TELUS fête ses 85 ans d'existence au Québec**

En juin, François Côté, président de TELUS Québec et de TELUS Solutions en santé, et Éric Forest, maire de Rimouski, se sont joints aux membres actifs et retraités de l'équipe TELUS à Rimouski pour célébrer les 85 ans de TELUS au Québec. Pour souligner cet anniversaire, en collaboration avec La Presse et Le Soleil, TELUS a lancé à l'échelle de la province un tout nouveau concours, les Prix excellence communautaire TELUS, Les 30 leaders de l'implication. Les candidats seront sélectionnés par l'Association of Fundraising Professionals ainsi que par l'Association des professionnels en gestion philanthropique et les gagnants seront récompensés par une publicité gratuite dans La Presse et Le Soleil.

## **La Journée du bénévolat de TELUS a eu lieu pour une septième année au Canada**

Le 26 mai, plus de 12 000 membres actifs de l'équipe et des retraités de TELUS de partout au Canada ont participé à la septième édition annuelle de la Journée du bénévolat. Des membres de l'équipe, des retraités ainsi que leurs parents et amis partout au pays sont venus participer bénévolement à des centaines d'activités locales pour créer des liens véritables, sincères et durables avec leur communauté en cette journée très spéciale. L'équipe TELUS a changé les choses en faisant du bénévolat dans des hôpitaux pour enfants, en distribuant de la nourriture à des sans-abri, en triant des milliers de livres de dons à des banques alimentaires et en effectuant le nettoyage de parcs municipaux, pour ne nommer que quelques-unes de leurs activités. Près de 300 activités ont été organisées dans des communautés de tout le pays. Depuis sa création en 2006, la Journée du bénévolat de TELUS a mobilisé 52 000 membres de l'équipe, retraités, parents et amis pour faire du bénévolat dans le cadre de 1 250 activités organisées par TELUS dans les collectivités que nous servons et dans lesquelles nous vivons et travaillons.

## **Les Canadiens participent à la Marche pour la guérison du diabète TELUS**

TELUS est heureuse d'être le principal commanditaire de l'événement de collecte de fonds organisé à l'échelle nationale par la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile (JDRF), la Marche pour la guérison du diabète TELUS. La Marche TELUS permet de recueillir des fonds pour la JDRF afin de continuer à financer la recherche cruciale pour trouver un remède contre le diabète et ses complications. La recherche contribue à mettre au point des traitements de pointe pour améliorer la vie des personnes vivant avec le diabète de type 1. D'ici la fin de l'année, la Marche pour la guérison du diabète TELUS aura eu lieu dans 70 collectivités du Canada. La plupart des Marches ont eu lieu le 10 juin. TELUS et les membres de son équipe ont contribué à amasser plus de 5,7 M\$ pour la JDRF depuis 2000.

## Déclaration de dividendes

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de soixante et un cents canadiens (0,61 \$ CA) par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et de soixante et un cents canadiens (0,61 \$ CA) par action, sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1<sup>er</sup> octobre 2012 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 10 septembre 2012.

Le dividende du troisième trimestre représente une augmentation de six cents ou 10,9 % par rapport au dividende du troisième trimestre de 55 cents versé en octobre 2011.

- 30 -

### Relations avec les médias :

Shawn Hall  
604-619-7913  
[shawn.hall@telus.com](mailto:shawn.hall@telus.com)

### Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell  
647-837-1606  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)

## Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2011 sur notre site Web à [telus.com/investors](http://telus.com/investors) (en anglais seulement).

La **conférence téléphonique** de TELUS pour le deuxième trimestre, **fixée au 3 août 2012 à 9 h (HE)**, comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à [telus.com/investors](http://telus.com/investors). Un enregistrement sera accessible par téléphone du 3 août au 2 septembre (composer le 1-855-201-2300, puis le numéro de réservation 30599 suivi du carré). La webdiffusion sera également archivée à [telus.com/investors](http://telus.com/investors), et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique après quelques jours ouvrables.

## TELUS

TELUS (TSX: T, T.A; NYSE: TU) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 10,6 milliards de dollars et à 12,8 millions de connexions clients, dont 7,4 millions d'abonnés à des services mobiles, 3,5 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,3 million d'abonnés à des services Internet et 595 000 clients de TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par le président et chef de la direction, Darren Entwistle, TELUS offre un vaste éventail de produits et de services de communication, dont des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de divertissement et de vidéo.

Fidèles à leur objectif consistant à donner dans les collectivités, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé plus de 260 M\$ à de nombreux organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert 4,2 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. Quatorze comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays dirigent les initiatives philanthropiques de TELUS. TELUS a eu l'honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter son site Web à l'adresse [www.telus.com](http://www.telus.com).

**TELUS CORPORATION**

**Rapport de gestion**

**Deuxième trimestre de 2012**

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements futurs ainsi que sur le rendement financier et le rendement opérationnel futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société » et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, ses filiales). De par leur nature, les énoncés prospectifs peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes et ils exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que le rendement, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, la société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et elle se réserve le droit de modifier, à tout moment et à son gré, sa pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de ses objectifs et de ses indications pour l'exercice. Les objectifs, les indications et les hypothèses connexes pour l'exercice 2012 sont décrits à la *rubrique 9*. Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement du rendement prévu incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La concurrence, y compris l'intense rivalité concurrentielle continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications établies et les exploitants de télécommunications mobiles plus récents sur le marché, des câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services OTT (d'après l'anglais *over-the-top*) émergents; davantage de concurrence au chapitre des tarifs et des marques; la capacité de TELUS à offrir une expérience client améliorée; les taux de croissance au sein de l'industrie, y compris les gains au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles; les pertes de lignes d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et la fidélisation des abonnés aux services mobiles, à TELUS TV<sup>MD</sup> et au service Internet OPTIK<sup>TM</sup>; les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés; les pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») des services mobiles telles que la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les niveaux de ventes de téléphones intelligents et les niveaux de financement connexes; la capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles; la baisse continue et accélérée des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, notamment le remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications OTT telles que Skype; les services IP OTT qui pourraient cannibaliser les services de télévision et de divertissement.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui pourrait poser des problèmes au chapitre de la capacité du réseau mobile, des niveaux de service et de la capacité spectrale; le recours à des systèmes et à la technologie de l'information; les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services mobiles, voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre, incluant le recours à des ententes réciproques de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à leur égard; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'appareils mobiles; les avantages prévus et le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long term evolution*); la dépendance envers l'acquisition de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz aux fins de la stratégie de lancement de la technologie LTE dans les zones rurales; le déploiement et l'exploitation fructueux de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le lancement réussi de nouveaux produits (tels que les nouveaux appareils fondés sur la technologie LTE et les nouvelles tablettes), de nouveaux services et systèmes de soutien; la fiabilité du réseau et la gestion des changements (y compris la migration fructueuse vers de nouveaux centres de données Internet plus efficaces et la concrétisation des avantages prévus); la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la vigueur de la reprise économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique aux États-Unis, en Europe, en Asie et ailleurs; les taux d'intérêt futurs ainsi que le rendement et la capitalisation des régimes de retraite.
- Les dépenses d'investissement en 2012 et au cours des exercices ultérieurs, en raison de la stratégie de déploiement de la société de futures technologies mobiles, y compris la technologie LTE, les initiatives liées aux services à large bande filaires, les nouvelles initiatives liées aux centres de données Internet et les futures enchères de licences de spectre tenues par Industrie Canada, y compris celles concernant les bandes de fréquence de 700 MHz prévues pour le milieu de 2013 et celles concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz prévues pour 2014.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris la capacité d'effectuer des refinancements.
- La capacité de maintenir les objectifs de croissance jusqu'en 2013, y compris, au cours de cette période, la capacité de maintenir la croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année et les objectifs du chef de la direction visant à générer une modeste croissance à deux chiffres annualisée du bénéfice par action et une croissance plus importante des flux de trésorerie disponibles, compte non tenu des coûts liés à l'acquisition de spectre. Les objectifs de croissance peuvent être touchés par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation ou émanant de gouvernements, l'environnement concurrentiel, la performance économique raisonnable au Canada et les dépenses d'investissement et les exigences au titre des enchères de licences de spectre. Les objectifs de croissance ne sont pas nécessairement représentatifs du résultat, des dividendes et des flux de trésorerie disponibles au-delà de 2013.
- Les approbations réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les futures enchères de licences de spectre visant les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 à 2 690 MHz (y compris la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); l'efficacité avec laquelle les nouvelles balises réglementaires concernant l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion continuent d'être mises en application; la possibilité qu'un regroupement d'actions futur soit proposé et les restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens; l'augmentation du contrôle exercé à l'étranger de certains nouveaux venus dans le secteur des services mobiles;

l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; les modifications concernant les modalités relatives aux services mobiles apportées aux lois visant la protection des consommateurs par plusieurs provinces dont les règles non harmonisées créent des risques que d'importants coûts de conformité doivent être engagés.

- Les développements touchant les ressources humaines, y compris la fidélisation et l'engagement du personnel ainsi que le dénouement des négociations liées à une convention collective visant une région du Québec et ayant pris fin à la fin de 2011 (qui couvre environ 600 salariés).
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration, découlant notamment de l'intégration des activités, de l'impartition des processus d'affaires, des activités internes de délocalisation et de réorganisation, des activités centralisées d'approvisionnement, des initiatives en matière d'optimisation des ressources et du regroupement des biens immobiliers, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et sans que ces activités aient des répercussions défavorables sur le service à la clientèle.
- Les risques liés aux processus, y compris la dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services, les risques liés aux activités d'aménagement de la coentreprise immobilière et la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services.
- Les questions fiscales, y compris la possibilité que les taux d'imposition des sociétés dans le futur soient plus élevés que les taux prévus à l'heure actuelle; les modifications apportées par le gouvernement fédéral à sa politique, en vertu desquelles il n'est plus possible de différer l'impôt sur le bénéfice au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées, ce qui entraînera probablement une hausse des paiements d'impôt sur le bénéfice à compter de 2014; les coûts et la complexité du processus visant à assurer la conformité à la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique de supprimer la taxe de vente harmonisée et de rétablir une taxe de vente provinciale et la taxe sur les produits et services fédérale; la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris les menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les erreurs humaines; les pannes d'équipement; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les menaces de catastrophes naturelles; l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les acquisitions ou les dessaisissements futurs, y compris la concrétisation des avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement; les litiges et les questions d'ordre juridique; et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com)) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov)). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2011 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées dans le présent rapport de gestion.

## Rapport de gestion

Le 3 août 2012

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et du rendement opérationnel consolidés de TELUS Corporation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS datés du 30 juin 2012. Cette analyse contient des données prospectives qui sont assujetties par renvoi à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») qu'utilise TELUS sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et les PCGR du Canada. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Les expressions IFRS de l'IASB et IFRS utilisées dans le présent document font référence à ces normes. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

## Rapport de gestion

Rubrique	Description
1. Introduction	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012.
2. Activités principales et stratégie	Analyse des activités visant à soutenir les six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Liste des priorités de la société pour 2012.
4. Capacités	Mise à jour des facteurs qui influent sur la capacité de mettre en œuvre les stratégies, de gérer les catalyseurs clés de rendement et d'obtenir des résultats.
5. Analyse des résultats opérationnels	Analyse du rendement opérationnel du deuxième trimestre et du premier semestre de 2012.
6. Évolution de la situation financière	Analyse des modifications apportées aux états consolidés de la situation financière pour le semestre clos le 30 juin 2012.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie opérationnels, des placements et des activités de financement, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations à fournir.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables	Estimations comptables critiques aux fins de l'établissement des résultats financiers et changements de méthodes comptables.
9. Indications pour l'exercice 2012	Indications révisées de TELUS pour l'exercice complet 2012 et hypothèses connexes.
10. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et incertitudes auxquels TELUS est exposée.
11. Définitions et rapprochements	Définitions des indicateurs opérationnels et des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement, y compris le calcul et le rapprochement de certaines mesures non définies par les PCGR qu'utilise la direction.

### 1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

#### 1.1 Préparation du rapport de gestion

Les contrôles et procédures de communication de l'information de la société sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. La direction décide si une information est significative ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée. Le rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été revus par le comité d'audit de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière.

La direction présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles elle a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses secteurs opérationnels. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables (se reporter à la *rubrique 11*). Le terme BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) dont il est fait mention dans le présent document s'entend du BAIIA normalisé tel qu'il est défini par le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Le terme BAIIA ajusté dont il est fait mention dans le présent document déduit du BAIIA normalisé les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas les activités poursuivies liées aux télécommunications. Se reporter à la *rubrique 11.1* pour la définition, le calcul et le rapprochement du BAIIA.

## 1.2 Économie canadienne

En juillet 2012, la Banque du Canada a annoncé qu'elle avait maintenu le taux de financement à un jour à 1 %. Dans son Rapport sur la politique monétaire de juillet 2012, la Banque prévoit que la croissance de l'économie canadienne s'élèvera à 2,1 % en 2012, à 2,3 % en 2013 et à 2,5 % en 2014. La Banque s'attend par ailleurs à ce que l'économie recouvre son plein potentiel au second semestre de 2013. Par rapport aux prévisions de la Banque contenues dans le Rapport sur la politique monétaire d'avril 2012, ces prévisions sont à la baisse pour 2012 et 2013, et à la hausse en ce qui concerne 2014.

Selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de juin 2012, le taux de chômage au pays s'est élevé à 7,2 %, soit un résultat inchangé comparativement au taux publié en mars 2012, et en baisse comparativement à 7,5 % en décembre 2011.

## 1.3 Sommaire du résultat consolidé

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
<b>Comptes consolidés de résultat</b>						
Produits opérationnels	2 665	2 554	4,3 %	5 296	5 085	4,1 %
Bénéfice opérationnel	542	508	6,7 %	1 081	1 050	3,0 %
Bénéfice avant impôt	457	414	10,4 %	921	852	8,1 %
Bénéfice net	328	324	1,2 %	676	652	3,7 %
Bénéfice par action <sup>1</sup> (BPA) de base (en dollars)	1,01	0,99	2,0 %	2,08	2,00	4,0 %
BPA <sup>1</sup> dilué (en dollars)	1,00	0,98	2,0 %	2,07	1,99	4,0 %
Dividendes en espèces déclarés par action <sup>1,2</sup> (en dollars)	—	0,55	n.s.	1,19	1,075	10,7 %
Nombre moyen d'actions <sup>1</sup> en circulation, de base (en millions)	326	324	0,4 %	325	324	0,4 %
<b>Tableaux consolidés des flux de trésorerie</b>						
Entrées liées aux activités opérationnelles	788	517	52,4 %	1 551	971	59,7 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(540)	(466)	(15,9) %	(1 054)	(982)	(7,3) %
• Dépenses d'investissement <sup>3</sup>	(548)	(456)	(20,2) %	(989)	(865)	(14,3) %
(Sorties) entrées liées aux activités de financement	(244)	(53)	n.s.	(471)	15	n.s.
<b>Abonnés et autres mesures</b>						
Nombre de connexions <sup>4</sup> (en milliers)				12 844	12 431	3,3 %
BAIIA <sup>5</sup>	998	950	5,1 %	2 007	1 936	3,7 %
BAIIA ajusté <sup>5,6</sup>	990	950	4,2 %	2 000	1 920	4,2 %
Marge du BAIIA ajusté (en %) <sup>7</sup>	37,3	37,2	0,1 pt	37,8	37,9	(0,1) pt
Flux de trésorerie disponibles <sup>5</sup>	284	286	(0,7) %	642	448	43,3 %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration (fois) <sup>5</sup>				1,8	1,9	(0,1)

s.o. – sans objet; n.s. – non significatif; points – points de pourcentage

- Comprend les actions ordinaires et les actions sans droit de vote.
- En 2012, le dividende de 61 cents par action pour le deuxième trimestre a été déclaré en février et versé le 3 juillet. En 2011, le dividende de 55 cents pour le deuxième trimestre a été déclaré en mai et versé le 4 juillet.
- Les dépenses d'investissement excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'investissement; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Se reporter à la note 24 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.
- Le total du nombre d'abonnés aux services mobiles, de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés aux services Télé OPTIK<sup>MC</sup> et TELUS TV Satellite<sup>MD</sup>) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.
- Mesures non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) », à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », ainsi qu'à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».
- Le BAIIA ajusté du deuxième trimestre et du premier semestre de 2012 exclut un profit avant impôt de 9 millions de dollars sur le terrain lié au projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS, ainsi que des pertes de 1 million de dollars au deuxième trimestre et de 2 millions de dollars au premier semestre de 2012 liées à la participation dans la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS. TELUS ne prévoit pas conserver une participation dans ce projet résidentiel une fois que les travaux de construction seront terminés. Le BAIIA ajusté du premier semestre de 2011 exclut un profit hors trésorerie de 16 millions de dollars sur la participation dans Transactel (Barbados) Inc., qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation de 51 % de la société dans Transactel effectuée lorsque TELUS a exercé son option d'achat position acheteur et acquis le contrôle de cette société.
- La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les produits opérationnels. Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012, le profit sur le terrain déduction faite des pertes liées à la participation dans la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS est exclu du BAIIA et des produits opérationnels. Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté pour le premier semestre de 2011, le profit hors trésorerie sur la participation dans Transactel est exclu du BAIIA et des produits opérationnels.

## Faits saillants opérationnels

- Les **produits opérationnels consolidés** ont augmenté de 111 millions de dollars et de 211 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

Les produits tirés de l'équipement et des services se sont accrus d'un exercice à l'autre de 100 millions de dollars et de 213 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en raison principalement de la croissance des produits provenant du réseau mobile et des produits tirés des services mobiles de transmission de données. Pour le semestre, les produits tirés de l'équipement mobile ont diminué légèrement, résultat qui tient aux volumes à la baisse d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, ainsi qu'aux pressions concurrentielles sur les prix des appareils. La croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui est essentiellement attribuable à Télé OPTIK et aux services améliorés de transmission de données et Internet, a excédé la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix locaux et interurbains existants.

Les autres produits opérationnels ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012 et ont reculé d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au premier semestre de 2012. L'augmentation au deuxième trimestre tient principalement au profit de 9 millions de dollars sur le terrain lié à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS. Pour le semestre, le profit sur le terrain a été largement neutralisé par le profit hors trésorerie de 16 millions de dollars sur la participation dans Transactel (Barbados) Inc. comptabilisé au premier trimestre de 2011. Ce profit hors trésorerie lié à Transactel reflétait la réévaluation à la juste valeur de la participation de 51 % de TELUS qui a été effectuée lorsque cette dernière a exercé son option d'achat position acheteur et acquis le contrôle de cette société. Transactel exploite des centres d'appels en Amérique centrale.

Après ajustement afin d'exclure le profit sur le terrain déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS comptabilisé en 2012 ainsi que le profit hors trésorerie sur la participation dans Transactel comptabilisé en 2011, les produits opérationnels ajustés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 103 millions de dollars, ou 4,0 %, au deuxième trimestre de 2012, et de 220 millions de dollars, ou 4,3 %, au premier semestre de 2012.

- Le **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 413 000 au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2012, en raison d'une croissance de 7,8 % des abonnés aux services postpayés mobiles, d'une croissance de 48 % des abonnés au service TELUS TV, ainsi que d'une hausse de 5,5 % du total des abonnés à Internet, résultats neutralisés en partie par une diminution de 8,4 % des abonnés aux services prépayés mobiles et par une réduction de 7,6 % du total des lignes résidentielles d'accès au réseau et de 2,8 % du total des lignes d'affaires d'accès au réseau. Au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, les ajouts nets d'abonnés des services mobiles se sont établis à 86 000 et à 108 000, respectivement. Les ajouts d'abonnés aux services TELUS TV et Internet OPTIK ont totalisé 63 000 au deuxième trimestre et 123 000 au premier semestre de 2012.

Les PMAA combinés tirés des services mobiles se sont établis à 60,29 \$ au deuxième trimestre de 2012, en hausse de 1,41 \$, ou 2,4 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Pour le premier semestre de 2012, ils se sont établis à 59,59 \$, en hausse de 1,20 \$, ou 2,1 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Les PMAA combinés trimestriels ont augmenté d'un exercice à l'autre au cours de sept trimestres consécutifs, stimulés par l'utilisation accrue des services de transmission de données.

Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles s'est élevé à 1,39 % et à 1,47 %, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en baisse de 0,28 point de pourcentage et de 0,22 point de pourcentage, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. L'amélioration du taux de désabonnement s'explique par les efforts en matière de fidélisation ainsi que par les activités de migration des abonnés considérablement plus importantes enregistrées en 2011, qui tiennent au fait que le gouvernement fédéral a décidé d'octroyer un contrat visant la prestation de services mobiles à une entreprise concurrente établie dont la soumission prévoyait des tarifs peu élevés, ce qui s'est traduit par une hausse de 0,16 point de pourcentage du taux de désabonnement au deuxième trimestre de 2011, et de 0,12 point de pourcentage au premier semestre de 2011.



- Le **bénéfice opérationnel** s'est accru de 34 millions de dollars et de 31 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, la hausse du **BAIIA** ayant largement neutralisé l'augmentation de la dotation aux amortissements. Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est accru d'un exercice à l'autre de 71 millions de dollars au deuxième trimestre et de 142 millions de dollars au premier semestre, stimulé par la croissance de plus de 7 % des produits tirés des services de réseau, tandis que la hausse des charges s'est maintenue à 3,1 % pour le trimestre et à 1,9 % pour le semestre. Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars au deuxième trimestre et de 71 millions de dollars pour le semestre. La croissance des services filaires de transmission de données a été largement neutralisée par la hausse des coûts engagés relativement au contenu et au soutien en vue d'accroître les services Télé OPTIK, ainsi que par la diminution continue des services de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées.
- Le **BAIIA ajusté** a augmenté de 40 millions de dollars et de 80 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Le BAIIA ajusté du deuxième trimestre et du premier semestre de 2012 exclut un profit de 9 millions de dollars et des pertes liés à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS. Le BAIIA ajusté du premier semestre de 2011 exclut le profit hors trésorerie de 16 millions de dollars sur la participation dans Transactel. La **marge du BAIIA ajusté** en 2012 est demeurée relativement inchangée par rapport aux périodes correspondantes de 2011, situation qui tient au fait que la hausse de la marge du secteur des services mobiles a neutralisé la diminution de la marge du secteur des services filaires.
- Le **bénéfice avant impôt** a progressé de 43 millions de dollars et de 69 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Ces résultats à la hausse tiennent essentiellement à l'augmentation du BAIIA et au fait que la hausse du total de la dotation aux amortissements a été en grande partie neutralisée par la diminution du montant net des coûts de financement.
- L'impôt sur le bénéfice a augmenté d'un exercice à l'autre de 39 millions de dollars et de 45 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Ces augmentations tiennent compte d'une charge de 12 millions de dollars comptabilisée au deuxième trimestre de 2012 relativement à la réévaluation du passif d'impôt différé tenant à l'élimination des réductions du taux d'imposition des sociétés en Ontario adoptées antérieurement, ainsi que de l'incidence favorable de réévaluations et d'ajustements fiscaux comptabilisés en 2011.
- Le **bénéfice net** a augmenté de 4 millions de dollars, ou 1,2 %, au deuxième trimestre de 2012, et de 24 millions de dollars, ou 3,7 %, au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. En excluant les ajustements liés à l'impôt et les profits nets liés au projet de réaménagement immobilier résidentiel et à Transactel illustrés dans le tableau suivant, le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre de 19 millions de dollars, ou 6,1 % pour le trimestre, et de 42 millions de dollars, ou 6,7 %, pour le semestre.

#### Analyse du bénéfice net

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Bénéfice net	328	324	4	676	652	24
Déduire : profit après impôt déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS	(7)	—	(7)	(6)	—	(6)
Déduire : profit sur la participation dans Transactel après impôt	—	—	—	—	(12)	12
Ajouter : ajustements défavorables (déduire ajustements favorables) nets liés à l'impôt sur le bénéfice, y compris tous produits d'intérêts connexes (se reporter à la rubrique 5.2)	11	(11)	22	1	(11)	12
Bénéfice net compte non tenu des éléments ci-dessus (montant approximatif)	332	313	19	671	629	42

- Le bénéfice par action de base (BPA de base) a augmenté de 2 cents au deuxième trimestre de 2012, et de 8 cents au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. En excluant les ajustements liés à l'impôt et les profits nets liés au projet de réaménagement immobilier résidentiel et à Transactel illustrés dans le tableau suivant, le BPA de base s'est accru d'un exercice à l'autre d'environ 6 cents pour le trimestre et d'environ 13 cents pour le semestre.

#### Analyse du BPA de base

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
BPA de base	1,01	0,99	0,02	2,08	2,00	0,08
Déduire : profit après impôt déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS, par action	(0,02)	—	(0,02)	(0,02)	—	(0,02)
Déduire : profit sur la participation dans Transactel après impôt, par action	—	—	—	—	(0,04)	0,04
Ajouter : ajustements défavorables (déduire ajustements favorables) nets liés à l'impôt sur le bénéfice, par action (se reporter à la rubrique 5.2)	0,03	(0,03)	0,06	—	(0,03)	0,03
BPA de base compte non tenu des éléments ci-dessus (montant approximatif)	1,02	0,96	0,06	2,06	1,93	0,13

- **Dividendes en espèces déclarés** : Le 2 août 2012, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 61 cents par action pour le troisième trimestre sur les actions ordinaires et sans droit de vote émises et en circulation de la société, payable le 1<sup>er</sup> octobre 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 septembre 2012. Le dividende de 61 cents par action déclaré pour le troisième trimestre de 2012 reflète une hausse de 6 cents, ou 10,9 %, par rapport au dividende pour l'exercice précédent. Ce résultat est conforme au modèle de croissance des dividendes de TELUS (se reporter à la section « Plan financier et plan de gestion de la structure du capital », à la rubrique 4.3).
- **Conversion proposée des actions** : Le 21 février 2012, la société a annoncé que les détenteurs de ses actions ordinaires et de ses actions sans droit de vote auraient l'occasion de convertir la catégorie d'actions sans droit de vote de la société en actions ordinaires lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui s'est tenue le 9 mai 2012. Selon les modalités de la proposition, chaque action sans droit de vote serait convertie en une action ordinaire, à raison de une pour une, conversion qui serait effectuée au moyen d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal et soumis à l'approbation de deux tiers des voix exprimées par les détenteurs d'actions ordinaires et de deux tiers des voix exprimées par les détenteurs d'actions sans droit de vote, chacun votant séparément en tant que catégorie.

Le 8 mai 2012, la société a annoncé qu'elle avait retiré le plan d'arrangement exposé dans sa circulaire d'information 2012 et qu'elle avait l'intention de présenter une nouvelle proposition en temps voulu. Se reporter à *Regroupement d'actions*, à la rubrique 10.1, « Questions de réglementation ».

#### Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Au 30 juin 2012, TELUS disposait de facilités de crédit inutilisées de 1,07 milliard de dollars, ainsi que d'un montant de 100 millions de dollars en vertu du programme de titrisation de créances clients de la société, ce qui est conforme à son objectif, qui vise à maintenir généralement un seuil de liquidités inutilisées de plus de 1 milliard de dollars.
- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration)** au 30 juin 2012 était de 1,8 fois, soit un résultat inchangé par rapport au 31 décembre 2011, et en baisse par rapport à 1,9 fois au 30 juin 2011. Le ratio demeure dans la fourchette à long terme visée de la société, qui est de 1,5 à 2,0 fois.
- Les **flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles** ont augmenté de 271 millions de dollars et de 580 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les augmentations s'expliquent par divers facteurs, y compris les variations du fonds de roulement, la hausse du BAIIA ajusté, la baisse des paiements nets d'intérêts et d'impôt sur le bénéfice et, pour le semestre, la réduction des cotisations discrétionnaires de l'employeur aux régimes à prestations définies et les rabais réglementaires accordés aux abonnés des services résidentiels en 2011.

- Les **flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement** ont augmenté de 74 millions de dollars et de 72 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement. Les dépenses d'investissement se sont accrues de 92 millions de dollars pour le trimestre et de 124 millions de dollars pour le semestre, résultats qui tiennent essentiellement à l'élargissement de la couverture du réseau mobile LTE. La hausse des dépenses d'investissement et des investissements dans la coentreprise immobilière Jardin TELUS en 2012 a été en partie neutralisée par les distributions à cette coentreprise immobilière comptabilisées au deuxième trimestre de 2012, par le produit des cessions d'actifs secondaires situés à l'étranger, ainsi que par le plus petit nombre d'acquisitions effectuées en 2012, par rapport à 2011.
- Les **flux de trésorerie affectés aux activités de financement** se sont accrues de 191 millions de dollars et de 486 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Ces augmentations découlent principalement de la réduction de la dette à long terme au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport à l'augmentation nette de la dette à long terme au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Les paiements de dividendes ont augmenté en raison de la hausse du taux de dividende et à la légère augmentation du nombre d'actions en circulation et, en ce qui concerne le semestre, au fait que la société n'émet plus d'actions sur le capital autorisé aux fins des dividendes réinvestis après le 1<sup>er</sup> mars 2011. De plus, au deuxième trimestre de 2011, la société a acquis une participation supplémentaire dans Transactel (Barbados) Inc., opération qui a donné lieu à une variation de sa participation dans une entité contrôlée n'ayant pas occasionné un changement de contrôle et qui est présentée comme une activité de financement.
- Les **flux de trésorerie disponibles** ont diminué de 2 millions de dollars, ou moins de 1 %, au deuxième trimestre de 2012, et ils ont augmenté de 194 millions de dollars, ou 43 %, au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. La diminution pour le trimestre tient principalement à l'augmentation des dépenses d'investissement, laquelle a été en grande partie neutralisée par la hausse du BAIIA ajusté et par la réduction des paiements nets d'intérêts et d'impôt sur le bénéfice. L'augmentation pour le semestre s'explique essentiellement par la diminution des cotisations aux régimes à prestations définies, déduction faite des charges au titre de ces régimes, par la hausse du BAIIA ajusté, ainsi que par la réduction des paiements nets d'intérêts et d'impôt sur le bénéfice, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dépenses d'investissement.

## 2. Activités principales et stratégie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les activités principales et la stratégie de TELUS sont décrites à la *rubrique 2* de son rapport de gestion annuel 2011. Les activités mises en œuvre au cours du premier semestre de 2012 visant à soutenir les six impératifs stratégiques de la société comprennent ce qui suit.

### **Se doter de moyens nationaux pour les services de transmission de données, IP, de transmission de la voix et mobiles**

La société a continué de se concentrer sur les mises à niveau de la capacité du réseau mobile, sur le déploiement continu du nouveau réseau mobile LTE en milieu urbain, sur les investissements dans les nouveaux centres de données Internet à la fine pointe de la technologie, ainsi que sur les investissements continus dans l'élargissement de l'infrastructure à large bande et sur les mises à niveau afin d'appuyer la croissance des services Télé OPTIK et Internet OPTIK. Dans le cadre des investissements liés à l'élargissement de l'infrastructure à large bande, la société a notamment mené à terme le déploiement de la couche superposée de la technologie VDSL2 dans l'Ouest canadien et la liaison de la technologie VDSL2 dans l'est du Québec. TELUS a également poursuivi le déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile dans de nouveaux secteurs résidentiels, et le déploiement de la fibre optique jusqu'aux immeubles dans de nouveaux immeubles d'habitation.

- En février 2012, TELUS a lancé ses services sur le réseau LTE dans 14 régions métropolitaines, et elle continue d'investir dans l'élargissement de la couverture. Le réseau LTE en milieu urbain de TELUS fonctionne sur le spectre pour les services sans fil évolués (les « SSFE ») que la société a acquis pour 882 millions de dollars dans le cadre des enchères tenues par Industrie Canada en 2008. Il permet des vitesses de téléchargement de données de pointe indiquées par le fabricant pouvant atteindre 75 Mbps (les vitesses typiques prévues étant de 12 à 25 Mbps; la vitesse réelle pourrait varier en raison de l'appareil utilisé, de la topographie et des conditions environnementales, de la congestion du réseau, de la puissance du signal et d'autres facteurs). À l'extérieur des zones de couverture du réseau LTE, les appareils fondés sur la technologie

LTE offerts par TELUS fonctionnent également sur le réseau HSPA+, qui couvrait 34,2 millions de Canadiens au 30 juin 2012.

- TELUS a décidé d'accroître sa capacité à l'échelle nationale afin de soutenir les services infonuagiques ainsi que ses exigences internes, et elle a investi environ 150 millions de dollars dans de nouveaux centres de données Internet intelligents à la fine pointe de la technologie situés à Rimouski, au Québec, et à Kamloops, en Colombie-Britannique. Ces nouvelles installations ont été conçues en fonction de normes élevées en matière de fiabilité et de sécurité, ainsi que conformément à la norme LEED (d'après l'anglais *Leadership in Energy and Environmental Design*) Or au chapitre de la durabilité. L'approche conceptuelle modulaire utilisée facilitera l'expansion sécuritaire, efficiente, fiable et évolutive des installations dans l'avenir. Le centre situé à Rimouski devrait entrer en service au troisième trimestre de 2012, et celui situé à Kamloops, en 2013.

Les nouveaux centres de données Internet, qui tireront parti de l'énergie hydroélectrique et de la technologie de refroidissement par convection naturelle, devraient être parmi les plus durables en leur genre sur le plan de l'environnement en Amérique du Nord. Les installations seront directement connectées au réseau national IP de TELUS et interconnectées à ses centres de données existants au pays, de manière à créer une infrastructure informatique évoluée et diversifiée à l'échelle régionale.

- La société continue d'investir dans son réseau à large bande filaire afin d'en accroître la capacité et la couverture. Au 30 juin 2012, plus de 2,35 millions de foyers en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec, comparativement à plus de 2,1 millions de foyers à l'exercice précédent, bénéficiaient de la programmation haute définition offerte par la société à l'aide du réseau à large bande, y compris celle offerte à l'aide du réseau VDSL2 et du réseau ADSL2+.

#### **Cibler inlassablement les marchés en croissance pour les services de transmission de données, IP et mobiles**

En mai 2012, TELUS a annoncé qu'elle avait obtenu la prolongation de son entente avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario pour une période de deux ans. En vertu de cette entente, TELUS fournit des services de gestion, d'exploitation et d'entretien des systèmes de traitement électroniques ainsi que des services de soutien technologique qui permettent le traitement en ligne et en temps réel des demandes de règlement de médicaments en vertu du programme public de médicaments de l'Ontario.

Les produits tirés des services filaires de transmission de données et des services mobiles, qui ont totalisé près de 4,2 milliards de dollars au premier semestre de 2012, soit une hausse de 305 millions de dollars, ou 7,8 %, par rapport au premier semestre de 2011, témoignent de la stratégie de la société visant les marchés en croissance. Cette augmentation excède la baisse d'un exercice à l'autre de 92 millions de dollars des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et des produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services au premier semestre de 2012.

#### **Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents**

TELUS a annoncé plusieurs innovations liées au service Télé OPTIK en 2012 :

- En juillet, TELUS a lancé le service Multi-View offert avec Télé OPTIK, grâce auquel les abonnés peuvent regarder jusqu'à quatre chaînes en même temps sur le même écran. La fenêtre principale de Multi-View affiche l'émission principale avec le son et jusqu'à trois autres émissions de télévision sont affichées dans de plus petites fenêtres. Les abonnés peuvent ainsi rapidement sélectionner l'une de ces trois émissions et la visualiser en mode plein écran lorsqu'il y a de l'action, notamment lors d'un événement sportif. La société a également lancé l'application MétéoMédia offerte avec Télé OPTIK, grâce à laquelle les abonnés peuvent vérifier la météo en tout temps. Multi-View et l'application MétéoMédia sont offerts sans aucuns frais additionnels, mais un abonnement au service Internet OPTIK est requis pour utiliser l'application MétéoMédia.
- Grâce au service **OPTIK à emporter<sup>MC</sup>**, les abonnés du service Télé OPTIK en Colombie-Britannique et en Alberta peuvent regarder certains films et spectacles sur demande ne comportant aucune annonce publicitaire au moyen de leur appareil mobile, de leur tablette ou de leur ordinateur portable, qu'ils se trouvent à la maison ou ailleurs, par l'entremise du réseau mobile 4G LTE de TELUS ou de réseaux Wi-Fi. Les abonnés du service Télé OPTIK peuvent regarder, sans aucuns frais additionnels, certains films et spectacles sur demande présentés sur les chaînes auxquelles ils sont déjà abonnés. Les utilisateurs d'une tablette ou d'un téléphone intelligent peuvent profiter de ce service sans devoir payer de frais liés aux services de transmission de données lorsqu'ils utilisent un réseau Wi-Fi pour se connecter à Internet. Dans le cas d'appareils compatibles connectés au moyen d'un réseau mobile, des frais d'utilisation des services de transmission de données s'appliquent.

- Les abonnés aux services de TELUS qui utilisent une console Xbox 360 comme décodeur peuvent maintenant contrôler les émissions télévisées en direct et enregistrer au moyen de gestes de la main et de commandes vocales grâce à l'ajout d'un capteur Kinect pour console Xbox 360.
- Une application Twitter gratuite permet d'accéder aux fonctions et au contenu Twitter tout en regardant des émissions à l'aide du service Télé OPTIK. Les abonnés peuvent envoyer des gazouillis concernant l'émission qu'ils regardent, accéder aux gazouillis concernant leurs émissions de télé favorites, découvrir les principales tendances et avoir accès aux plus récentes nouvelles et aux plus récents événements sur les réseaux sociaux.

La société a lancé TELUS Managed Mobility Services, des services optimisés par Vox Mobile qui permettent de gérer les infrastructures et les appareils mobiles d'une entreprise utilisés dans le cadre des opérations allant de l'approvisionnement au paiement, et de tirer parti de la tendance croissante selon laquelle les entreprises adoptent une politique qui permet à leurs employés d'apporter leur propre appareil au bureau. TELUS Managed Mobility Services offre aux entreprises une série de six modules individuels, mais intégrés, permettant de fournir des services de bout en bout aux fins de la gestion d'appareils mobiles de divers fournisseurs utilisés sur de multiples plateformes.

### **Investir dans les ressources internes en vue de créer une culture valorisant un rendement élevé et de garantir l'excellence du service à la clientèle**

La société a ouvert de nouveaux magasins de détail TELUS à Saskatoon, à Toronto et à Victoria. Ces magasins ont été conçus de manière à répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises. Les clients d'affaires peuvent essayer les technologies offertes et bénéficier de l'assistance individuelle des experts de TELUS. Ces magasins sont également dotés de centres d'apprentissage offrant des tutoriels qui aident les clients à bénéficier pleinement de leurs technologies de communications.

### **3. Catalyseurs clés de rendement**

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

La direction confirme ses priorités ou en établit de nouvelles à chaque exercice en vue de faire progresser les priorités stratégiques à long terme de TELUS et de se pencher sur les occasions d'affaires et les défis à court terme. Les priorités de la société constituent les catalyseurs clés de rendement qui l'aident à concrétiser les mesures clés du rendement, qui sont quantifiées dans les objectifs financiers publics de la société présentés à la *rubrique 9*.

#### **Priorités de la société pour 2012**

Fournir aux clients des produits alignés sur la promesse de marque « le futur est simple » TELUS, grâce au programme « Les clients d'abord »

Accroître l'avantage concurrentiel de TELUS en faisant preuve de leadership au chapitre de la technologie

Stimuler la position de chef de file de TELUS sur des marchés choisis des entreprises et du secteur public

Accroître la position de chef de file de TELUS en ce qui concerne les technologies de l'information liées aux soins de santé

S'efforcer d'améliorer davantage l'efficacité et l'efficacités opérationnelles de TELUS

Faire en sorte que la culture de TELUS favorise un avantage concurrentiel soutenu

### **4. Capacités**

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

#### **4.1 Principaux marchés et concurrents**

Une description des principaux marchés et concurrents de la société, de même qu'un aperçu de la concurrence, sont présentés à la *rubrique 4.1* du rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

#### **4.2 Ressources opérationnelles**

Les ressources opérationnelles sont décrites à la *rubrique 4.2* du rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

### 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

#### Politiques financières liées à la structure du capital

La société gère le capital dans le but i) de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût et la disponibilité du capital en fonction d'un risque acceptable; ii) de tenir compte des intérêts des détenteurs de titres de participation et de ceux des détenteurs de titres de créance.

Aux fins de la gestion du capital, la définition de capital inclut les actions ordinaires et les actions sans droit de vote (excluant le cumul des autres éléments du résultat global), la dette à long terme (y compris tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global), la trésorerie et les placements temporaires, ainsi que les créances clients titrisées.

La société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote, peut racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre d'offres permises de rachat dans le cours normal des activités, peut émettre de nouvelles actions, peut émettre de nouveaux titres de créance, peut émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, ou peut accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

La société surveille le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration, ainsi que les ratios de distribution. Se reporter à la *rubrique 7.4, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement »*.

#### Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital de TELUS pour 2012

##### **Payer des dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote de TELUS**

Les dividendes déclarés pour les premier et deuxième trimestres de 2012 ont totalisé 1,19 \$ par action, soit une hausse de 10,7 % par rapport aux dividendes déclarés pour les premier et deuxième trimestres de 2011. Le 2 août 2012, le conseil d'administration a déclaré un dividende pour le troisième trimestre de 61 cents par action sur les actions ordinaires et sans droit de vote émises et en circulation de la société; ce dividende est payable le 1<sup>er</sup> octobre 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 septembre 2012. Le dividende de 61 cents par action déclaré pour le troisième trimestre de 2012 reflète une hausse de 6 cents, ou 10,9 %, par rapport au dividende pour l'exercice précédent. Ce résultat est conforme au modèle de croissance des dividendes de TELUS.

TELUS prévoit poursuivre avec deux hausses de dividendes par année jusqu'en 2013, dividendes qui sont normalement déclarés en mai et en novembre, et elle s'attend à ce que la hausse annuelle se situe autour de 10 %. Le modèle de croissance des dividendes n'est pas nécessairement représentatif des hausses de dividendes ultérieures à 2013. Nonobstant ce qui précède, les décisions touchant les dividendes continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil ainsi qu'à la détermination de la situation financière de la société et de ses perspectives sur une base trimestrielle. TELUS continue de maintenir son ratio de distribution à long terme se situant dans une fourchette de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective.

##### **Utiliser le produit des créances clients titrisées (présenté comme des emprunts à court terme), les facilités bancaires, le papier commercial et le réinvestissement des dividendes, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie**

En 2012 et au cours de 2011, le produit des créances clients titrisées s'est élevé à 400 millions de dollars, soit un montant inchangé. Le papier commercial a diminué de 48 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012. Au cours du premier trimestre de 2012, l'augmentation de 258 millions de dollars du papier commercial a été largement neutralisée par le remboursement de 300 millions de dollars de billets arrivés à échéance. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont augmenté de 271 millions de dollars et de 580 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, résultats qui excèdent l'augmentation de 74 millions de dollars et de 72 millions de dollars, respectivement, des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le trimestre et le semestre.

##### **Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier**

Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars – La société disposait de facilités de crédit inutilisées de 1,07 milliard de dollars au 30 juin 2012, ainsi que d'un montant additionnel de 100 millions de dollars en vertu du programme de titrisation de créances clients.

Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois – Le ratio était de 1,8 fois au 30 juin 2012. Se reporter à la *rubrique 7.4*.

Ratio de distribution se situant dans la fourchette de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective – Se reporter à la *rubrique 7.4*.

##### **Préserver l'accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des cotes de crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes, à l'avenir**

Au 3 août 2012, les cotes de crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée.

#### 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

### 5. Analyse des résultats opérationnels

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

#### 5.1 Généralités

Les secteurs opérationnels de la société constituant des secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés est régulièrement communiquée au chef de la direction de la société (le principal décideur opérationnel).

#### 5.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
<b>Produits opérationnels</b>	<b>2 665</b>	<b>2 631</b>	2 690	2 622	2 554	2 531	2 554	2 461
<b>Charges opérationnelles</b>								
Achat de biens et services	1 152	1 116	1 316	1 178	1 134	1 098	1 235	1 036
Charge au titre des avantages du personnel	515	506	500	476	470	447	478	484
Dotations aux amortissements	456	470	481	443	442	444	445	433
	<b>2 123</b>	<b>2 092</b>	2 297	2 097	2 046	1 989	2 158	1 953
<b>Bénéfice opérationnel</b>	<b>542</b>	<b>539</b>	393	525	508	542	396	508
Coûts de financement	85	75	87	92	94	104	105	185
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>457</b>	<b>464</b>	306	433	414	438	291	323
Charge d'impôt sur le bénéfice	129	116	69	107	90	110	65	72
<b>Bénéfice net</b>	<b>328</b>	<b>348</b>	237	326	324	328	226	251
<b>Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et actions sans droit de vote</b>	<b>328</b>	<b>348</b>	246	325	321	327	225	250
<b>Bénéfice net par action ordinaire et action sans droit de vote</b>								
– De base	1,01	1,07	0,76	1,00	0,99	1,01	0,70	0,78
– Dilué	1,00	1,06	0,75	1,00	0,98	1,00	0,70	0,78
<b>Dividendes en espèces déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote<sup>1</sup></b>	<b>—</b>	<b>1,19</b>	0,58	0,55	0,55	0,525	0,525	0,50
<b>Information supplémentaire</b>								
BAlIA <sup>2</sup>	998	1 009	874	968	950	986	841	941
Coûts de restructuration compris dans le BAlIA et le bénéfice opérationnel	13	13	16	3	12	4	38	17

1. Les dividendes déclarés au premier trimestre de 2012 comprennent le dividende de 58 cents par action pour le premier trimestre, qui a été versé le 2 avril 2012, ainsi que le dividende de 61 cents par action pour le deuxième trimestre, qui a été versé le 3 juillet 2012.
2. Le BAlIA est une mesure non définie par les PCGR (se reporter à la *rubrique 11.1, « BAlIA »*). Il correspond au bénéfice opérationnel avant la dotation aux amortissements.

#### Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés reflète principalement i) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement du nombre d'abonnés et des PMAA; ii) l'augmentation des produits tirés de l'équipement mobile, qui ont de façon générale augmenté d'un exercice à l'autre au cours de 2011; iii) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés des services mobiles de transmission de données, laquelle a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et des produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services.

Les produits tirés du réseau mobile reflètent la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance d'un exercice à l'autre de 27 % au deuxième trimestre de 2012), laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix (diminution d'un exercice à l'autre de 1,9 % au deuxième trimestre de 2012). La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus grande utilisation de forfaits de services de transmission de données et de la plus importante consommation de données en raison de l'utilisation accrue de téléphones intelligents, ainsi que de la hausse des produits tirés des services d'itinérance. L'accroissement de la demande visant les services mobiles de transmission de données pourrait poser des problèmes au chapitre de la capacité du réseau et de la capacité spectrale dans l'avenir. Les PMAA combinés se sont accrus d'un exercice à l'autre au cours de sept trimestres consécutifs, après avoir affiché une baisse pendant plusieurs exercices, la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données ayant largement neutralisé le recul continu, mais toutefois moindre, des PMAA tirés des services de transmission de la voix (se reporter au tableau *Croissance des PMAA du secteur des services mobiles d'un exercice à l'autre*, à la rubrique 5.4). Le ralentissement de la tendance au chapitre de la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données est imputable aux pressions concurrentielles sur les services de transmission de données, lesquelles entraînent l'ajout de plus importants lots de données aux forfaits, au nombre plus élevé de forfaits comportant la messagerie textuelle illimitée, ainsi qu'au ralentissement naturel du taux de croissance par suite de l'important bond dans l'utilisation de téléphones intelligents et de la hausse correspondante du taux d'utilisation au second semestre de 2010. Le ralentissement de la diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix tient compte de l'incidence de l'adoption, par les abonnés, de forfaits axés sur les services de transmission de la voix.

Les produits tirés de l'équipement mobile ont diminué d'un exercice à l'autre au premier semestre de 2012, en raison des volumes à la baisse d'acquisition et de fidélisation d'abonnés et de l'intensification de la concurrence au chapitre des prix, mais ils ont de façon générale augmenté d'un exercice à l'autre, en raison des volumes à la hausse d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, de l'augmentation des produits découlant du programme d'échange d'appareil, ainsi que de l'accroissement de la gamme de téléphones intelligents offerts à prix plus élevés.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier aux troisième et quatrième trimestres, donnant habituellement lieu à un BAIIA du secteur des services mobiles moins élevé au quatrième trimestre, en raison de l'intensification de la concurrence. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Par ailleurs, les PMAA tirés des services mobiles enregistrent généralement des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, et des baisses séquentielles aux quatrième et premier trimestres.

La tendance positive au chapitre des produits tirés des services filaires reflète la croissance des produits tirés des services de transmission de données découlant de l'augmentation continue du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 48 % au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2012), et les hausses de prix, ainsi que la croissance des produits tirés des services de transmission de données améliorés, des services Internet et des services gérés à l'intention du marché d'affaires, atténuées par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de données de base existants. La croissance des produits tirés des services Internet tient notamment à l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet OPTIK (6,8 % sur une période de 12 mois) découlant de l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, ainsi qu'aux hausses de tarifs. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau tient au passage aux services mobiles et aux services IP, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises dotées d'installations. Au début du premier trimestre de 2012, Shaw Communications Inc. a accru ses activités promotionnelles et ses incitatifs afin de reconquérir et de protéger sa clientèle d'abonnés, elle a réduit ses activités promotionnelles à la seconde moitié du premier trimestre, et elle a de nouveau offert des promotions au deuxième trimestre de 2012 visant, notamment, à accroître sa clientèle d'abonnés à la téléphonie filaire. L'augmentation séquentielle des pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au premier trimestre de 2012 s'explique par l'accroissement des activités promotionnelles. Le taux de pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau a diminué depuis le milieu de 2010 et pendant presque tout l'exercice 2011, en raison de l'incidence favorable des services Télé OPTIK et Internet OPTIK et de l'offre de services groupés améliorés. La tendance à la baisse générale au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflète l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le délaissement des services de transmission de la voix en faveur des services IP plus efficaces. Le nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau a pour sa part augmenté au cours des deux premiers trimestres de 2011, en raison de l'offre de services de gros aux entreprises clientes.



La tendance au chapitre de la charge liée aux achats de biens et services reflète l'augmentation des coûts liés au contenu et au soutien pour tenir compte de la hausse du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK de TELUS, l'augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés aux services mobiles au cours de 2011, ainsi que le caractère saisonnier de la charge liée aux services mobiles du quatrième trimestre décrit précédemment.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel reflète l'accroissement de la rémunération, ainsi que l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP ») découlant des acquisitions effectuées et de l'embauche ciblée de personnel pour soutenir la croissance du service TELUS TV, des services à l'intention du marché d'affaires et des services mobiles.

La hausse séquentielle de la dotation aux amortissements au quatrième trimestre de 2011 découle d'une réduction de valeur de 19 millions de dollars d'actifs d'un établissement à l'étranger qui étaient disponibles à la vente au 31 décembre 2011, ainsi que de l'augmentation des immobilisations corporelles du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires afin de faciliter la croissance du nombre d'abonnés.

Les coûts de financement pour chaque période sont présentés déduction faite des montants variables de produits d'intérêts, y compris les intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. Les coûts de financement trimestriels comptabilisés depuis le troisième trimestre de 2010 ont diminué, en raison principalement de la diminution des taux d'intérêt effectifs découlant des activités de refinancement au troisième trimestre de 2010 et au deuxième trimestre de 2011. Les coûts de financement au troisième trimestre de 2010 incluaient une perte de 52 millions de dollars liée au remboursement par anticipation de billets libellés en dollars américains, ainsi qu'une charge financière de 15 millions de dollars liée au calcul final du solde du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix effectué par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC »).

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action (« BPA ») reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le bénéfice, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements.

#### Ajustements liés à l'impôt sur le bénéfice

(en millions de dollars, sauf les montants par BPA)	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
Incidence approximative sur le bénéfice net	(11)	10	10	—	11	—	10	9
Incidence approximative sur le BPA	(0,03)	0,03	0,03	—	0,03	—	0,03	0,03
BPA de base approximatif excluant les incidences fiscales	1,04	1,04	0,73	1,00	0,96	1,01	0,67	0,75

### 5.3 Résultats opérationnels consolidés

L'analyse qui suit porte sur le rendement financier consolidé de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement ».

#### Produits opérationnels

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Services	2 487	2 379	4,5 %	4 930	4 716	4,5 %
Équipement	157	165	(4,8) %	333	334	(0,3) %
Produits tirés des services et de l'équipement	2 644	2 544	3,9 %	5 263	5 050	4,2 %
Autres produits opérationnels	21	10	110,0 %	33	35	(5,7) %
	2 665	2 554	4,3 %	5 296	5 085	4,1 %

Les produits opérationnels consolidés ont augmenté de 111 millions de dollars et de 211 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

- Les produits tirés des services ont augmenté d'un exercice à l'autre de 108 millions de dollars et de 214 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Les produits tirés des services mobiles se sont accrus de 97 millions de dollars, ou 7,8 %, pour le trimestre, et de 183 millions de dollars, ou 7,4 %, pour le semestre, en raison essentiellement de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile découlant de la croissance du nombre d'abonnés et de l'adoption accélérée des téléphones intelligents, laquelle a excédé la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services filaires ont augmenté de 11 millions de dollars, ou 1,0 %, pour le trimestre, et de 31 millions de dollars, ou 1,4 %, pour le semestre, résultats qui tiennent au fait que la croissance des services de transmission de données, y compris les services Télé OPTIK et Internet OPTIK, a excédé la baisse des services de transmission de la voix locaux et interurbains existants.
- Les produits tirés de l'équipement ont diminué d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012, en raison de la baisse des ventes d'équipement filaire. Au premier semestre de 2012, les produits tirés de l'équipement ont reculé d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars, résultat qui tient au fait que les produits à la hausse tirés de l'équipement filaire ont été en grande partie neutralisés par la baisse des ventes d'équipement mobile.
- Les autres produits opérationnels ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012 et ils ont diminué d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au premier semestre de 2012. L'augmentation pour le trimestre reflète en grande partie la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2012, d'un profit de 9 millions de dollars sur le terrain lié au projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS. Le montant total du profit est de 18 millions de dollars, la comptabilisation d'une tranche de 9 millions de dollars ayant été différée jusqu'à ce que la propriété des habitations en copropriété de ce projet ait été transférée, lorsque les travaux de construction seront terminés. Pour le semestre, le profit de 9 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2012 a été en grande partie neutralisé par le profit hors trésorerie de 16 millions de dollars sur la participation dans Transactel (Barbados) Inc., qui avait été comptabilisé au premier trimestre de 2011. La société a également comptabilisé des pertes liées à la participation dans la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS de 1 million de dollars et de 2 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. De plus, des montants prélevés du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix ont été comptabilisés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, relativement à la prestation de services Internet à large bande à un certain nombre de collectivités rurales admissibles.

#### Charges opérationnelles

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Achat de biens et services	<b>1 152</b>	1 134	1,6 %	<b>2 268</b>	2 232	1,6 %
Charge au titre des avantages du personnel	<b>515</b>	470	9,6 %	<b>1 021</b>	917	11,3 %
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>344</b>	326	5,5 %	<b>687</b>	658	4,4 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>112</b>	116	(3,4) %	<b>239</b>	228	4,8 %
	<b>2 123</b>	2 046	3,8 %	<b>4 215</b>	4 035	4,5 %

Les charges opérationnelles consolidées ont augmenté de 77 millions de dollars et de 180 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

- L'achat de biens et services a augmenté d'un exercice à l'autre de 18 millions de dollars et de 36 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en raison essentiellement de l'augmentation des coûts engagés relativement au contenu et au soutien en vue d'accroître et de gérer les services filaires Télé OPTIK. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par une diminution des frais de marketing, de publicité et de promotion, du secteur des services mobiles et, en ce qui concerne le semestre, par la baisse des charges liées à l'équipement mobile découlant des volumes à la baisse d'acquisition et de fidélisation d'abonnés.

- La charge au titre des avantages du personnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 45 millions de dollars et de 104 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Les augmentations reflètent essentiellement la hausse de 38 millions de dollars et de 78 millions de dollars, respectivement, de la charge au titre des salaires au deuxième trimestre et au premier semestre. La hausse de la charge au titre des salaires découle de la hausse des taux de rémunération de la direction et du personnel syndiqué, de l'embauche, au cours du dernier exercice, de personnel afin de prendre en charge l'augmentation du nombre d'abonnés aux services mobiles et au service TELUS TV, de la prise en compte, en 2012, des activités de certains détaillants de services mobiles de TELUS acquis en 2011, et de la prise en compte en 2012, pour un mois supplémentaire, des charges liées à la consolidation de la participation dans Transactel depuis février 2011. Les recouvrements au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel ont diminué de 5 millions de dollars pour le trimestre et de 13 millions de dollars pour le semestre, et les coûts de restructuration liés à l'effectif se sont accrus de 2 millions de dollars pour le trimestre et de 12 millions de dollars pour le semestre. La rémunération fondée sur des actions a augmenté de 5 millions de dollars pour le trimestre et de 10 millions de dollars pour le semestre, car les recouvrements liés à l'option de règlement en espèces net comptabilisés en 2011 n'étaient pas récurrents. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre inscrits à l'actif, laquelle s'est élevée à 6 millions de dollars pour le trimestre et à 11 millions de dollars pour le semestre et découle de l'augmentation des dépenses d'investissement depuis le début de 2012.
- L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté d'un exercice à l'autre de 18 millions de dollars et de 29 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en raison principalement des investissements dans le service Télé OPTIK et dans l'élargissement du réseau mobile, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du matériel informatique et des sites cellulaires numériques entièrement amortis.
- L'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012 et a augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au premier semestre de 2012. La diminution pour le deuxième trimestre tient à l'augmentation des logiciels ayant une plus longue durée d'utilité, déduction faite des mises hors service. L'augmentation pour le semestre s'explique principalement par les dépenses d'investissement dans le réseau et dans les logiciels administratifs, ainsi que par les acquisitions effectuées.

#### Bénéfice opérationnel

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
	542	508	6,7 %	1 081	1 050	3,0 %

Le bénéfice opérationnel a augmenté de 34 millions de dollars et de 31 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est accru de 71 millions de dollars pour le trimestre et de 142 millions de dollars pour le semestre (se reporter à la *rubrique 5.4*), résultats neutralisés en partie par la diminution du BAIIA du secteur des services filaires, qui s'est établie à 23 millions de dollars pour le trimestre et à 71 millions de dollars pour le semestre (se reporter à la *rubrique 5.5*), ainsi que par la réduction du total de la dotation aux amortissements.

#### Coûts de financement

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Charges d'intérêts	90	102	(11,8) %	179	208	(13,9) %
Produits d'intérêts et profits (pertes) de change	(5)	(8)	n.s.	(19)	(10)	n.s.
	85	94	(9,6) %	160	198	(19,2) %

Les coûts de financement ont diminué de 9 millions de dollars et de 38 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, résultats qui tiennent essentiellement à la réduction des charges d'intérêts. Les **charges d'intérêts** ont diminué d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars et de 29 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et pour le semestre, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif. Cette baisse du taux découle des activités de refinancement au deuxième trimestre de 2011, au cours duquel la tranche restante des billets libellés en dollars américains est arrivée à échéance le 1<sup>er</sup> juin et les swaps de devises connexes ont été réglés (taux d'intérêt effectif combiné de 8,5 %), opération qui a été financée au moyen de l'émission, en mai 2011, de titres de créance à 3,65 % et de papier commercial à faible taux.

Les **produits d'intérêts et profits (pertes) de change** tiennent compte de produits d'intérêts de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2012 et de 11 millions de dollars au premier semestre de 2012, ainsi que de produits d'intérêts de 1 million de dollars comptabilisés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011 relativement au règlement de questions fiscales. Le solde des montants pour chaque période représente essentiellement des profits de change.

#### Charge d'impôt sur le bénéfice

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	117	113	3,5 %	236	232	1,7 %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	13	(7)	n.s.	12	(15)	n.s.
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	—	(11)	n.s.	(3)	(11)	n.s.
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	—	—	n.s.	1	—	n.s.
Autres	(1)	(5)	n.s.	(1)	(6)	n.s.
	129	90	43,3 %	245	200	22,5 %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	25,6	27,2	(1,6) pt	25,6	27,2	(1,6) pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	28,2	21,7	6,5 pts	26,6	23,5	3,1 pts

Les impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi ont augmenté légèrement au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, car la hausse du bénéfice avant impôt a été neutralisée par la baisse du taux d'imposition combiné prévu par la loi. La réévaluation du passif d'impôt différé au deuxième trimestre de 2012 découle de l'élimination des réductions du taux d'imposition des sociétés en Ontario adoptées antérieurement. Les taux d'imposition effectifs diffèrent des taux prévus par la loi, en raison de la réévaluation des passifs d'impôt différé, de l'écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs et des ajustements corrélatifs à ce redressement, ainsi que des autres écarts au chapitre du bénéfice imposable.

#### Résultat global

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Bénéfice net	328	324	1,2 %	676	652	3,7 %
Autres éléments du résultat global						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	5	(6)	n.s.	2	(2)	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat	(168)	(127)	(32,3) %	(12)	(83)	85,5 %
	165	191	(13,6) %	666	567	17,5 %

Le résultat global a diminué de 26 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012 et a augmenté de 99 millions de dollars au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

- Le bénéfice net a augmenté de 4 millions de dollars et de 24 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.
- Les autres éléments du résultat global qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie, ainsi que les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.
- L'autre élément du résultat global qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat concerne les écarts actuariels après impôt au titre des régimes à prestations définies, qui fluctueront probablement d'une période à l'autre.

## 5.4 Secteur des services mobiles

Les produits opérationnels du secteur des services mobiles ont augmenté de 95 millions de dollars et de 171 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

### Produits opérationnels – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Voix	817	833	(1,9) %	1 607	1 670	(3,8) %
Données	512	402	27,4 %	1 010	768	31,5 %
Services de réseau	1 329	1 235	7,6 %	2 617	2 438	7,3 %
Équipement et autres produits	99	98	1,0 %	194	203	(4,4) %
Produits opérationnels externes	1 428	1 333	7,1 %	2 811	2 641	6,4 %
Produits tirés des activités intersectorielles	10	10	— %	20	19	5,3 %
Total des produits opérationnels	1 438	1 343	7,1 %	2 831	2 660	6,4 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	39	33	6 pts	39	32	7 pts

Les **produits tirés des services de réseau** se sont accrus d'un exercice à l'autre de 95 millions de dollars et de 180 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012.

- Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars et de 63 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en raison de la tendance continue à la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. La baisse des produits tirés des services de transmission de la voix s'est atténuée, en raison du nombre plus élevé d'abonnés optant pour des forfaits axés sur les services de transmission de la voix. La réduction d'un exercice à l'autre des PMAA tirés des services de transmission de la voix s'explique par le volume accru du nombre d'abonnés aux clés Internet mobile et aux tablettes pour lesquelles aucun produit des services de transmission de la voix ne peut être tiré, par l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses pour les appels locaux et interurbains, ainsi que par la pénétration accrue de la marque Koodo<sup>MD</sup>, qui génère des PMAA plus faibles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des volumes liés aux services d'itinérance. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 36,97 \$ et à 36,51 \$, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, résultats qui reflètent une diminution d'un exercice à l'autre de 2,66 \$, ou 6,7 %, pour le trimestre, et de 3,39 \$, ou 8,5 %, pour le semestre. Le nombre moyen de minutes par abonné est demeuré relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 110 millions de dollars et de 242 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. La hausse des produits tirés des services de transmission de données reflète la croissance du nombre d'abonnés, les produits élevés tirés des services liés aux téléphones intelligents et à la messagerie textuelle, qui découlent de la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents, de la hausse des volumes liés aux services de transmission de données en itinérance, de l'utilisation accrue de forfaits de services de transmission de données, de la croissance des clés Internet mobile et des tablettes et de l'accroissement des tarifs liés à la messagerie textuelle payable à l'usage, facteurs neutralisés en partie par la réduction des tarifs liés aux services de transmission de données en itinérance. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 23,32 \$ et à 23,08 \$, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en hausse d'un exercice à l'autre de 4,07 \$, ou 21 %, pour le trimestre, et de 4,59 \$, ou 25 %, pour le semestre.
- Les PMAA combinés se sont établis à 60,29 \$ et à 59,59 \$, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en hausse d'un exercice à l'autre de 1,41 \$, ou 2,4 %, pour le trimestre, et de 1,20 \$, ou 2,1 %, pour le semestre. Les augmentations découlent principalement de l'utilisation accrue des services de transmission de données et des services d'itinérance, facteur neutralisé en partie par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les PMAA combinés ont augmenté d'un exercice à l'autre pour sept trimestres consécutifs. Se reporter au tableau ci-dessous pour une analyse des tendances au chapitre de la croissance des PMAA.

- Les ajouts bruts d'abonnés ont diminué d'un exercice à l'autre de 53 000, ou 12 %, au deuxième trimestre de 2012, et de 78 000, ou 9,3 %, au premier semestre de 2012. Les diminutions découlent de l'absence de nouveaux appareils emblématiques et de la réduction des activités promotionnelles connexes. L'intensification de la concurrence s'est traduite par une concurrence au chapitre des prix des appareils et par un accroissement du nombre de forfaits promotionnels offerts, de crédits liés aux transferts de numéros de téléphones mobiles et de crédits en magasin offerts par des concurrents nationaux bien établis et par de nouveaux venus. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés ont reculé d'un exercice à l'autre de 26 000, ou 8,4 %, pour le trimestre, et de 41 000, ou 7,0 %, pour le semestre. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés ont diminué d'un exercice à l'autre de 27 000, ou 20 %, pour le trimestre, et de 37 000, ou 15 %, pour le semestre.
- Les ajouts nets d'abonnés ont diminué d'un exercice à l'autre de 8 000, ou 8,5 %, au deuxième trimestre de 2012, et de 18 000, ou 14 %, au premier semestre de 2012.

Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 20 000 et de 31 000, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Cependant, les ajouts nets d'abonnés des services postpayés en 2012 et en 2011 ont été touchés par la perte d'abonnés tenant au fait que le gouvernement fédéral a décidé d'octroyer un contrat visant la prestation de services mobiles à une entreprise concurrente nationale établie dont la soumission prévoyait des tarifs peu élevés. En excluant ces pertes, les ajouts nets d'abonnés des services postpayés se sont établis à 115 000 et à 183 000, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, comparativement à 124 000 et à 192 000, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. La réduction normalisée de 9 000 pour le trimestre et le semestre découle de la diminution des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés, facteur neutralisé en partie par un faible taux de désabonnement des services postpayés de 1,00 %, soit le taux de désabonnement des services postpayés le plus faible enregistré depuis le deuxième trimestre de 2008.

Les pertes nettes d'abonnés des services prépayés se sont établies à 26 000 et à 67 000, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport à un gain net de 2 000 au deuxième trimestre de 2011 et à une perte nette de 18 000 au premier semestre de 2011. La diminution des abonnés des services prépayés reflète le transfert de ces abonnés aux services postpayés dans le cadre des efforts en matière de fidélisation, ainsi que l'intensification de la concurrence dans les secteurs de marché présentant une valeur moins élevée, et la décision de la société de ne pas faire d'offres similaires à certaines offres faites par des concurrents.

- Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles s'est établi à 1,39 % et à 1,47 %, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, comparativement à 1,67 % et à 1,69 %, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Le taux de désabonnement combiné de 1,39 % pour le trimestre considéré représente le taux le plus bas depuis le premier trimestre de 2007. Le taux de désabonnement combiné en 2011 tenait compte de l'incidence de la perte du contrat du gouvernement fédéral visant la prestation de services mobiles (augmentation du taux de désabonnement de 16 points de base au deuxième trimestre de 2011, et de 12 points de base au premier semestre de 2011). L'amélioration du taux de désabonnement en 2012 tient à l'attention que la société continue de prêter à l'expérience client et à la fidélisation des clients présentant une valeur élevée, y compris les importants efforts en matière de fidélisation déployés depuis le lancement du programme d'échange d'appareil en toute simplicité en novembre 2010, grâce auquel les abonnés des services postpayés peuvent plus facilement échanger leur appareil contre un nouvel appareil avant la fin de leur contrat.
- Le taux d'adoption des téléphones intelligents demeure élevé et a représenté 69 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au deuxième trimestre de 2012, comparativement à 61 % au deuxième trimestre de 2011. Sur une base cumulée, au 30 juin 2012, les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentaient 59 % du nombre d'abonnés des services postpayés, comparativement à 42 % à l'exercice précédent. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents génèrent des PMAA considérablement plus élevés que ceux tirés des appareils qui donnent uniquement accès aux services de messagerie textuelle et de transmission de la voix, et leur taux de désabonnement est moins élevé. Toutefois, les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés découlant de ces téléphones sont plus élevés en raison du financement élevé des appareils associé aux contrats pluriannuels conclus ou renouvelés. L'accroissement de la gamme de téléphones intelligents offerts devrait continuer d'avoir une incidence favorable sur la croissance future des produits tirés des services de transmission de données, sur les PMAA et sur les taux de désabonnement, et se traduire par une hausse des produits opérationnels prévus sur la durée de l'appareil. L'accroissement de la gamme de téléphones intelligents devrait également donner lieu à une hausse des frais de fidélisation dans l'avenir et à une utilisation accrue du réseau, et nécessiter des investissements continus dans la capacité du réseau.

**Croissance des PMAA du secteur des services mobiles d'un exercice à l'autre (en %)**

	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010
PMAA combinés	2,4	1,7	1,0	3,0	2,5	2,7	1,9	(1,2)
PMAA tirés des services de transmission de données	21,1	28,9	35,2	43,8	39,5	34,8	27,1	20,6
PMAA tirés des services de transmission de la voix	(6,7)	(10,3)	(11,9)	(10,4)	(9,3)	(5,8)	(5,2)	(6,7)

Les **produits tirés de l'équipement et autres produits** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2012 et ont diminué d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au premier semestre de 2012. Les produits tirés de l'équipement mobile ont augmenté légèrement pour le trimestre, car la hausse des prix des appareils découlant de la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus a largement neutralisé la baisse des volumes d'acquisition et de fidélisation d'abonnés. Les produits tirés de l'équipement ont reculé d'un exercice à l'autre pour le semestre, résultat qui tient à la baisse des volumes d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, ainsi qu'aux pressions concurrentielles ayant entraîné une réduction des prix des appareils, ce qui s'est traduit par une hausse du financement des appareils. Les volumes de fidélisation ont diminué d'un exercice à l'autre, résultat qui tient aux importants efforts en matière de fidélisation déployés au cours du dernier exercice et au fait que les abonnés des services postpayés ont échangé leur appareil contre un nouvel appareil.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis par le secteur des services mobiles au secteur des services filaires, et ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

**Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles**

	Aux 30 juin					
	2012	2011	Variation			
<b>Abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	6 304	5 849	7,8 %			
Prépayés	1 143	1 248	(8,4) %			
<b>Total</b>	<b>7 447</b>	<b>7 097</b>	<b>4,9 %</b>			
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	84,7	82,4	2,3 pts			
Total de la population couverte par les services numériques <sup>1</sup> (en millions)	34,7	34,1	1,8 %			
Population couverte par le réseau HSPA+ <sup>2</sup> (en millions)	34,2	33,5	2,1 %			
	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
<b>Ajouts bruts d'abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	284	310	(8,4) %	541	582	(7,0) %
Prépayés	110	137	(19,7) %	216	253	(14,6) %
<b>Total</b>	<b>394</b>	<b>447</b>	<b>(11,9) %</b>	<b>757</b>	<b>835</b>	<b>(9,3) %</b>
<b>Ajouts nets d'abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	112	92	21,7 %	175	144	21,5 %
Prépayés	(26)	2	n.s.	(67)	(18)	n.s.
<b>Total</b>	<b>86</b>	<b>94</b>	<b>(8,5) %</b>	<b>108</b>	<b>126</b>	<b>(14,3) %</b>
PMAA <sup>3</sup> (en dollars)	60,29	58,88	2,4 %	59,59	58,39	2,1 %
Taux de désabonnement, par mois <sup>3</sup> (en %)	1,39	1,67	(0,28) pt	1,47	1,69	(0,22) pt
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	341	337	1,2 %	333	331	0,6 %
Frais d'acquisition <sup>4</sup> par ajout brut d'abonné <sup>3</sup> (en dollars)	404	370	9,2 %	384	360	6,7 %
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau <sup>3</sup> (en %)	10,7	11,9	(1,2) pt	10,7	12,1	(1,4) pt
BAlIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	47,9	45,7	2,2 pts	48,1	45,8	2,3 pts

1. Y compris les ententes de services d'itinérance et de revente ainsi que les ententes de partage de réseau.

2. Y compris les ententes de partage de réseau.

3. Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs opérationnels clés – services mobiles ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

4. Frais d'acquisition.

### Charges opérationnelles – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	280	280	— %	542	552	(1,8) %
Charges opérationnelles des services de réseau	165	164	0,6 %	337	328	2,7 %
Frais de marketing	102	113	(9,7) %	189	213	(11,3) %
Frais généraux et d'administration						
Charge au titre des avantages du personnel	141	133	6,0 %	286	257	11,3 %
Autres frais généraux et d'administration	114	88	29,5 %	219	194	12,9 %
Total des charges opérationnelles	802	778	3,1 %	1 573	1 544	1,9 %

Les charges du secteur des services mobiles ont augmenté de 24 millions de dollars et de 29 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** sont demeurées inchangées d'un exercice à l'autre au deuxième trimestre, et elles ont diminué d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars au premier semestre de 2012. La diminution des coûts tenant aux volumes à la baisse d'acquisition et de fidélisation d'abonnés a été neutralisée entièrement au cours du trimestre, et neutralisée en partie au cours du semestre, par l'accroissement des coûts par appareil découlant de l'utilisation accrue de téléphones intelligents par de nouveaux abonnés et de la migration des abonnés existants vers des téléphones intelligents.

- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont augmenté d'un exercice à l'autre de 34 \$ et de 24 \$, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Les augmentations sont principalement imputables à la hausse des coûts de financement par appareil reflétant la plus importante gamme de téléphones intelligents offerts, aux pressions concurrentielles sur les prix des appareils entraînant un plus important financement des appareils et, dans une moindre mesure, à la hausse des commissions afin de prendre en charge la hausse du nombre de téléphones intelligents de plus grande valeur, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la réduction des frais de publicité et de promotion.
- Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 10,7 % au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en baisse d'un exercice à l'autre de 1,2 point de pourcentage et de 1,4 point de pourcentage, respectivement, pour le trimestre et le semestre. Les diminutions tiennent principalement à la baisse des volumes de fidélisation découlant des importants efforts en matière de fidélisation déployés au cours du dernier exercice, les abonnés des services postpayés ayant tiré parti du programme d'échange d'appareil en toute simplicité. Elles tiennent également, dans une moindre mesure, au fait que la société a enregistré une baisse des commissions versées découlant de l'acquisition récente de détaillants de services mobiles TELUS, ainsi qu'à la forte croissance des produits tirés des services de réseau. Cette baisse des commissions a été neutralisée en partie par l'augmentation des coûts de financement par appareil liés à la plus grande proportion de clients qui sont passés aux téléphones intelligents coûtant plus chers.

Les **charges opérationnelles des services de réseau** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars et de 9 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Les augmentations reflètent la croissance des volumes d'itinérance, facteur neutralisé en partie par la réduction des tarifs liés aux services d'itinérance, par la baisse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation et par un règlement non récurrent lié aux services d'itinérance au deuxième trimestre de 2012. Les charges opérationnelles des services de réseau sont demeurées relativement inchangées, malgré le lancement du nouveau réseau LTE en février 2012.

Les **frais de marketing** ont reculé d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars et de 24 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Les diminutions reflètent la baisse des commissions versées découlant de l'acquisition récente de détaillants de services mobiles TELUS, ainsi que la réduction des frais de publicité et de promotion.



Le **total des frais généraux et d'administration** a augmenté d'un exercice à l'autre de 34 millions de dollars et de 54 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012.

- La charge au titre des avantages du personnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars et de 29 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en raison de la prise en compte intégrale des coûts liés à l'acquisition de certains détaillants de services mobiles TELUS en 2011, de l'embauche de personnel au cours du dernier exercice en vue de soutenir la croissance du nombre d'abonnés, de l'accroissement de la rémunération, ainsi que de la hausse des coûts de restructuration liés à l'effectif.
- Les autres frais généraux et d'administration se sont accrus d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars et de 25 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en raison essentiellement de la comptabilisation au deuxième trimestre de 2011 de crédits non récurrents de 11 millions de dollars consentis par les fournisseurs, ainsi que des coûts de restructuration comptabilisés en 2012 relativement au regroupement des biens immobiliers.

#### BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
BAIIA	<b>636</b>	565	12,6 %	<b>1 258</b>	1 116	12,7 %
Marge du BAIIA (en %)	<b>44,2</b>	42,1	2,1 pts	<b>44,4</b>	42,0	2,4 pts

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté de 71 millions de dollars et de 142 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les augmentations reflètent la forte croissance des produits tirés des services de transmission de données, l'accroissement de l'efficacité opérationnelle, ainsi que la baisse des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés, facteurs neutralisés en partie par la comptabilisation à l'exercice précédent de crédits non récurrents consentis par les fournisseurs. La marge du BAIIA s'est améliorée d'un exercice à l'autre, résultat qui tient au fait que la hausse du total des charges est demeurée inférieure à moins de la moitié de la croissance des produits pour le trimestre, et à moins du tiers de la croissance des produits pour le semestre.

#### 5.5 Secteur des services filaires

Le total des produits du secteur des services filaires a augmenté de 19 millions de dollars et de 45 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

#### Produits opérationnels – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Services et équipement de transmission de données	<b>689</b>	635	8,5 %	<b>1 389</b>	1 254	10,8 %
Services locaux de transmission de la voix	<b>354</b>	380	(6,8) %	<b>713</b>	767	(7,0) %
Services interurbains de transmission de la voix	<b>109</b>	122	(10,7) %	<b>219</b>	246	(11,0) %
Autres services et équipement	<b>64</b>	74	(13,5) %	<b>131</b>	142	(7,8) %
Produits tirés des services et de l'équipement	<b>1 216</b>	1 211	0,4 %	<b>2 452</b>	2 409	1,8 %
Autres produits opérationnels	<b>21</b>	10	110,0 %	<b>33</b>	35	(5,7) %
Produits opérationnels externes	<b>1 237</b>	1 221	1,3 %	<b>2 485</b>	2 444	1,7 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	<b>43</b>	40	7,5 %	<b>84</b>	80	5,0 %
Total des produits opérationnels	<b>1 280</b>	1 261	1,5 %	<b>2 569</b>	2 524	1,8 %

Les **produits tirés des services et de l'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars et de 43 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012.

- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 54 millions de dollars et de 135 millions de dollars, respectivement. Les augmentations sont principalement attribuables i) à la forte croissance continue du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK, à la hausse du tarif ayant pris effet en avril 2011 et s'appliquant aux abonnés du service TELUS TV de base ne bénéficiant pas de tarifs protégés, ainsi qu'aux diverses hausses de tarifs s'appliquant aux forfaits Thématiques effectuées en avril 2011 et en octobre 2011; ii) à l'accroissement des services Internet et des services de transmission de données améliorés découlant de la croissance attribuable à la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises, ainsi que de l'incidence favorable des offres de services groupés incluant le service Internet OPTIK qui aident TELUS à attirer de nouveaux abonnés et à les fidéliser, ainsi qu'aux hausses de tarifs ayant pris effet en juin 2012 et en avril 2011 et s'appliquant aux abonnés du service Internet ne bénéficiant pas de tarifs protégés; iii) à l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données aux clients d'affaires; iv) à la hausse des produits tirés des services offerts aux secteurs des soins de santé et des services financiers; v) à l'augmentation des produits tirés des services gérés à l'intention du marché d'affaires, qui découle de la prise en compte des produits consolidés de Transactel depuis février 2011. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la réduction des produits tirés des services de transmission de données de base.

#### Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

(en milliers)	Aux 30 juin					
	2012	2011	Variation			
<b>Abonnés à Internet</b>						
Haute vitesse	1 277	1 196	6,8 %			
Commuté	38	51	(25,5) %			
Total	1 315	1 247	5,5 %			
<b>Abonnés à TELUS TV</b>	595	403	47,6 %			
(en milliers)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
<b>Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés à Internet</b>						
Haute vitesse	20	13	53,8 %	36	29	24,1 %
Commuté	(3)	(5)	40,0 %	(6)	(11)	45,5 %
Total	17	8	112,5 %	30	18	66,7 %
<b>Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV</b>	43	46	(6,5) %	87	90	(3,3) %

TELUS offre les services Télé OPTIK et Internet OPTIK en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec, ainsi que le service TELUS TV Satellite en Colombie-Britannique et en Alberta. Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont augmenté au deuxième trimestre de 2012, en raison des offres concurrentielles améliorées visant à attirer de nouveaux abonnés à Internet haute vitesse. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV sont demeurés relativement stables au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars et de 54 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Cette baisse continue de refléter la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés de transmission de la voix découlant de la concurrence à l'égard de l'obtention d'abonnés des services résidentiels, de la diminution consécutive des lignes résidentielles locales d'accès au réseau ainsi que d'offres concurrentielles similaires, de l'offre de services groupés dans les marchés urbains déréglementés, de même que du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et Internet. Le recul reflète également la réduction des lignes d'affaires d'accès aux services de transmission de la voix découlant du remplacement de la technologie en faveur des services de transmission de données et des activités des concurrents, y compris la réduction des tarifs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par diverses hausses des tarifs locaux mensuels ayant pris effet au troisième trimestre de 2011.

**Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires**

(en milliers)	Aux 30 juin					
	2012	2011	Variation			
<b>Lignes d'accès au réseau</b>						
Lignes résidentielles	1 832	1 982	(7,6) %			
Lignes d'affaires	1 655	1 702	(2,8) %			
Total	3 487	3 684	(5,3) %			
(en milliers)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
<b>(Pertes nettes) ajouts nets de lignes d'accès au réseau</b>						
Lignes résidentielles	(36)	(31)	(16,1) %	(83)	(64)	(29,7) %
Lignes d'affaires	(14)	7	n.s.	(24)	9	n.s.
Total	(50)	(24)	(108,3) %	(107)	(55)	(94,5) %

Le nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau continue d'être touché par le remplacement de la technologie pour les services locaux, en faveur des services mobiles et Internet, ainsi que par les activités promotionnelles des principaux câblodistributeurs concurrents de la société en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012 ont augmenté de 5 000 et de 19 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les plus importantes pertes de lignes d'accès enregistrées en 2012 sont principalement imputables au remplacement accru des services mobiles, aux promotions dans le cadre desquelles Shaw a offert d'importantes réductions des prix des téléphones filaires en Colombie-Britannique et en Alberta au début du premier trimestre, ainsi qu'à la reprise par Shaw d'activités promotionnelles au deuxième trimestre de 2012.

TELUS offre des services à l'échelle nationale. Les pertes au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflètent l'intensification continue de la concurrence sur le marché des PME et le passage des services de transmission de la voix aux services IP plus efficaces. La croissance de certains services de transmission de données, tels que les réseaux IP privés, n'est pas prise en compte dans le nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau, et le passage des services de transmission de la voix existants aux services IP a donné lieu à une réduction des lignes d'affaires d'accès au réseau. Les pertes au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011 ont augmenté, en raison de la mise en place des services de transmission de la voix et de données pour les clients des services de gros.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 13 millions de dollars et de 27 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Ces baisses reflètent la concurrence continue au chapitre des tarifs et des services groupés dans l'ensemble de l'industrie, la diminution du nombre d'abonnés aux services locaux et le remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et OTT.
- Les produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services ont diminué d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars et de 11 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en raison essentiellement de la baisse des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits opérationnels** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012 et ont diminué d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au premier semestre de 2012. L'augmentation pour le trimestre tient compte de la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2012, d'un profit de 9 millions de dollars sur le terrain lié au projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS. Au premier semestre, le profit de 9 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2012 a été en grande partie neutralisé par le profit hors trésorerie de 16 millions de dollars sur la participation dans Transactel (Barbados) Inc. qui avait été comptabilisé au premier trimestre de 2011. La société a également comptabilisé des pertes liées à la participation dans la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, qui se sont établies à 1 million de dollars et à 2 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Par ailleurs, des montants prélevés du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix ont été comptabilisés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, relativement à la prestation de services Internet à large bande à un certain nombre de collectivités rurales admissibles.

Les **produits tirés d'activités intersectorielles** représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

#### Charges opérationnelles – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Achat de biens et services	544	539	0,9 %	1 085	1 044	3,9 %
Charges au titre des avantages du personnel	374	337	11,0 %	735	660	11,4 %
Total des charges opérationnelles	918	876	4,8 %	1 820	1 704	6,8 %

Le total des charges opérationnelles du secteur des services filaires a augmenté de 42 millions de dollars et de 116 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011.

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars et de 41 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Les augmentations reflètent principalement la hausse des coûts engagés relativement au contenu et au soutien pour assurer la croissance du service TELUS TV (hausse de 48 % du nombre d'abonnés d'un exercice à l'autre) et, dans une moindre mesure, la hausse des frais de publicité et de promotion, principalement en vue d'appuyer des campagnes de marketing visant le service Internet OPTIK, ainsi que la hausse du cumul à ce jour du coût des produits vendus découlant des ventes plus élevées d'équipement. Les augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution des coûts liés à la main-d'œuvre externe, ainsi que par la baisse des coûts de restructuration liés au regroupement des biens immobiliers.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 37 millions de dollars et de 75 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Les augmentations tiennent à la hausse des taux de rémunération de la direction et du personnel syndiqué, et à l'embauche de personnel au cours de la dernière année pour soutenir la croissance du nombre d'abonnés au service TELUS TV, à la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2011, d'un recouvrement non récurrent lié au passif au titre des prestations, à la réduction en 2012 du recouvrement au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel et, en ce qui concerne le semestre, à l'accroissement des coûts de restructuration liés à l'effectif et à la prise en compte, pour un mois supplémentaire en 2012, des charges au titre de la consolidation des transactions liées à Transactel avec prise d'effet en février 2011.

#### BAIIA – secteur des services filaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
BAIIA	362	385	(6,0) %	749	820	(8,7) %
Déduire : profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS	(8)	—	n.s.	(7)	—	n.s.
Déduire : profit sur la participation dans Transactel	—	—	—	—	(16)	n.s.
BAIIA ajusté	354	385	(8,1) %	742	804	(7,7) %
Marge du BAIIA ajusté (en %)	27,8	30,5	(2,7) pts	29,0	32,1	(3,1) pts

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 23 millions de dollars et de 71 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Le BAIIA ajusté a diminué de 31 millions de dollars et de 62 millions de dollars, respectivement, au cours du trimestre et du semestre. La baisse du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté continue de refléter la diminution des services locaux et interurbains de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées, facteur neutralisé en partie par la croissance continue des services de transmission de données générant des marges plus faibles et des ventes d'équipement.

## 6. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 juin 2012	Au 31 déc. 2011	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	72	46	26	57 %	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 379	1 428	(49)	(3) %	Principalement la diminution des débiteurs des détaillants de services mobiles, neutralisée en partie par l'augmentation du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services filaires.
Impôt sur le bénéfice et autres impôts à recevoir	10	66	(56)	(85) %	Reflète les remboursements reçus et un reclassement au poste Impôt sur le bénéfice et autres impôts à payer.
Stocks	290	353	(63)	(18) %	Principalement la diminution du nombre d'appareils mobiles et d'accessoires découlant du stock d'appareils moins élevé, neutralisée en partie par l'augmentation du coût moyen des appareils ainsi que des stocks de produits en cours du secteur des services filaires.
Charges payées d'avance	278	144	134	93 %	Principalement le paiement anticipé des avantages du personnel prévus par la loi, des taxes foncières, des droits de licence annuels pour les services mobiles et des contrats d'entretien, déduction faite de l'amortissement.
Actifs dérivés	18	14	4	29 %	Ajustements à la juste valeur des couvertures liées aux unités d'actions restreintes et des autres couvertures opérationnelles.
<b>Passifs courants</b>					
Emprunts à court terme	400	404	(4)	(1) %	Les résultats des deux périodes tiennent compte d'un montant de 400 millions de dollars versé à TELUS par la fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement aux créances clients titrisées (se reporter à la rubrique 7.6). Le solde au 31 décembre inclut un prélèvement de 4 millions de dollars sur les facilités bancaires.
Créditeurs et charges à payer	1 375	1 419	(44)	(3) %	Tient compte d'une diminution des commissions à payer aux détaillants de services mobiles, ainsi que d'une diminution de la paie et des autres charges salariales connexes, y compris le paiement de la rémunération variable en 2011, déduction faite des charges à payer pour 2012, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dettes fournisseurs découlant de l'augmentation des dépenses d'investissement.
Impôt sur le bénéfice et autres impôts à payer	283	25	258	n.s.	Reflète la différence entre la charge d'impôt sur le bénéfice et les acomptes provisionnels, y compris l'impôt sur le bénéfice des sociétés de personnes pour les périodes intermédiaires, et le reclassement d'un montant inscrit au poste Impôt sur le bénéfice et autres impôts à recevoir.
Dividendes à payer	198	188	10	5 %	Principalement l'augmentation du taux de dividende.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	675	655	20	3 %	Principalement l'augmentation de la facturation par anticipation liée aux clients d'affaires des services filaires et la hausse des produits du secteur des services mobiles découlant de la facturation par anticipation, par suite de la croissance du nombre d'abonnés des services postpayés.
Provisions	41	88	(47)	(53) %	Tient compte des décaissements en sus des provisions au titre de la restructuration liées à l'effectif, du paiement de certains montants faisant l'objet d'un différend, et du reclassement dans les passifs non courants de provisions au titre de la restructuration de 18 millions de dollars qui étaient classées dans les passifs courants.
Partie courante des passifs dérivés	3	—	3	n.s.	Couverture de taux d'intérêt à déclenchement différé liée à l'émission future possible de titres de créance.
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 276	1 066	210	20 %	Tient compte d'une augmentation de 210 millions de dollars du papier commercial. Le reclassement d'une tranche de 300 millions de dollars des billets de série CB à 5,0 % de TELUS Corporation arrivant à échéance en juin 2013 et qui étaient classés dans la dette à long terme a été neutralisé par le remboursement d'une tranche de 300 millions de dollars des billets de série CC à 4,5 % de TELUS Corporation effectué en mars 2012.

Évolution de la situation financière – Suite du tableau de la page précédente.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 juin 2012	Au 31 déc. 2011	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations
<b>Fonds de roulement<sup>1</sup></b>	<b>(2 204)</b>	(1 794)	(410)	(23) %	Tient compte de l'augmentation de l'impôt sur le bénéfice et autres impôts à payer, ainsi que de la tranche à court terme de la dette à long terme.
<b>Actifs non courants</b>					
Immobilisations corporelles, montant net	<b>8 091</b>	7 964	127	2 %	Se reporter à Dépenses d'investissement à la rubrique 7.2, ainsi qu'à Amortissement des immobilisations corporelles à la rubrique 5.3, « Résultats opérationnels consolidés ».
Immobilisations incorporelles, montant net	<b>6 123</b>	6 153	(30)	— %	Se reporter à Dépenses d'investissement à la rubrique 7.2, ainsi qu'à Amortissement des immobilisations incorporelles à la rubrique 5.3. Les soldes des deux périodes tiennent compte d'un montant de 4 867 millions de dollars versé au titre des licences de spectre pour les SSFE.
Goodwill, montant net	<b>3 662</b>	3 661	1	— %	Acquisitions secondaires.
Coentreprise immobilière	<b>10</b>	—	10	n.s.	Jardin TELUS. Se reporter à la rubrique 7.10, « Transactions entre parties liées ».
Autres actifs non courants	<b>119</b>	81	38	47 %	Tient compte d'un débiteur à long terme et des coûts différés liés au projet Jardin TELUS, ainsi que du reclassement d'un montant de 12 millions de dollars qui était inscrit au poste Autres passifs non courants au titre des prestations de retraite.
Placements	<b>21</b>	21	—	— %	—
<b>Passifs non courants</b>					
Provisions	<b>142</b>	122	20	16 %	Tient compte du reclassement dans les passifs non courants de provisions au titre de la restructuration de 18 millions de dollars qui étaient classées dans les passifs courants.
Dette à long terme	<b>5 211</b>	5 508	(297)	(5) %	Tient compte du reclassement au poste Passifs courants d'une tranche de 300 millions de dollars des billets de série CB à 5,0 % de TELUS Corporation arrivant à échéance en juin 2013.
Autres passifs non courants	<b>1 235</b>	1 343	(108)	(8) %	Principalement une diminution du passif au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, qui découle des activités de capitalisation et du rendement du capital investi, ainsi que le reclassement d'un montant de 12 millions de dollars dans les actifs non courants au titre des régimes de retraite.
Impôt sur le bénéfice différé	<b>1 438</b>	1 600	(162)	(10) %	Tient compte d'une économie pour la période considérée, qui découle de l'inversion des différences temporelles et de l'impôt sur le bénéfice différé lié aux profits et pertes latents sur les dérivés et des passifs au titre des régimes de retraite, déduction faite de la réévaluation effectuée pour tenir compte des taux d'imposition futurs des sociétés en Ontario et des redressements concernant des questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
<b>Capitaux propres</b>					
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	<b>7 796</b>	7 513	283	4 %	Principalement un bénéfice net de 676 millions de dollars, déduction faite d'une perte inscrite dans les autres éléments du résultat global de 10 millions de dollars et des dividendes de 387 millions de dollars déclarés.
1. Actifs courants moins les passifs courants.					

## 7. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

Les politiques financières liées à la structure du capital de la société, son plan financier et ses résultats sont décrits à la *rubrique 4.3*. Dans le cours normal des activités, la société a généré des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles annuels supérieurs aux dépenses d'investissement annuelles nécessaires au soutien de la croissance des activités et aux investissements dans la technologie.

### Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Entrées liées aux activités opérationnelles	<b>788</b>	517	52,4 %	<b>1 551</b>	971	59,7 %
(Sorties) liées aux activités d'investissement	<b>(540)</b>	(466)	(15,9) %	<b>(1 054)</b>	(982)	(7,3) %
(Sorties) entrées liées aux activités de financement	<b>(244)</b>	(53)	n.s.	<b>(471)</b>	15	n.s.
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	<b>4</b>	(2)	—	<b>26</b>	4	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	<b>68</b>	23	—	<b>46</b>	17	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	<b>72</b>	21	—	<b>72</b>	21	—

### 7.1 Entrées liées aux activités opérationnelles

Les entrées liées aux activités opérationnelles ont augmenté de 271 millions de dollars et de 580 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, en raison principalement de ce qui suit :

#### Analyse des variations des entrées liées aux activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Deuxième trimestre	Semestre
<b>Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre et semestre clos le 30 juin 2011</b>	<b>517</b>	<b>971</b>
Variations d'un exercice à l'autre :		
Hausse du BAIIA ajusté (se reporter à la <i>rubrique 5.4</i> , « Secteur des services mobiles », et à la <i>rubrique 5.5</i> , « Secteur des services filaires »)	40	80
Diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite de la charge au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel	5	132
Diminution (augmentation) des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(17)	8
Rabais non récurrents accordés aux abonnés des services résidentiels en 2011	—	53
Diminution des intérêts payés	35	34
Intérêts reçus en 2012 relativement au règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs	4	11
Réduction des paiements d'impôt sur le bénéfice, déduction faite des économies reçues	19	37
Autres variations du fonds de roulement	185	225
<b>Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre et semestre clos le 30 juin 2012</b>	<b>788</b>	<b>1 551</b>

- La diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite de la charge au titre de ces régimes, qui tient essentiellement à la réduction de la cotisation discrétionnaire (100 millions de dollars en janvier 2012, par rapport à 200 millions de dollars en janvier 2011), ainsi que la réduction du recouvrement au titre des régimes à prestations définies.
- Les rabais non récurrents versés aux abonnés des services résidentiels en 2011 au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix, qui ont été déterminés conformément à la Décision de télécom CRTC 2010-639. Le versement des rabais n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net de 2011, étant donné que les montants comptabilisés au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix n'ont pas été comptabilisés précédemment dans le compte de résultat.
- La réduction du montant net des paiements d'impôt sur le bénéfice au cours du trimestre et du semestre, qui tient aux remboursements reçus et à la diminution des acomptes provisionnels.

## 7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 74 millions de dollars et de 72 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Ces augmentations tiennent principalement à la hausse des dépenses d'investissement pour laquelle une analyse plus détaillée est présentée ci-dessous, ainsi qu'à ce qui suit :

- La société a acquis des entreprises et effectué des investissements connexes qui ont totalisé 11 millions de dollars et 41 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012. Elle a notamment acquis une participation de 100 % dans des entreprises qui complètent ses secteurs d'activité existants. Au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, la société a acquis des entreprises et effectué des investissements connexes qui ont totalisé 26 millions de dollars et 76 millions de dollars, respectivement. Elle a notamment acquis des détaillants de services mobiles de TELUS et Transactel (Barbados) Inc.
- Au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, TELUS a investi 23 millions de dollars et 38 millions de dollars, respectivement, dans la coentreprise immobilière Jardin TELUS, ce qui comprend le terrain détenu par la société.
- Au deuxième trimestre de 2012, la société a reçu des distributions de 18 millions de dollars de la coentreprise immobilière Jardin TELUS, ainsi qu'un produit de 14 millions de dollars découlant de la cession d'actifs secondaires situés à l'étranger qui étaient classés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2011.

Le **total des dépenses d'investissement** a augmenté de 92 millions de dollars et de 124 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Le **ratio d'intensité du capital** a augmenté, et le **BAlIA ajusté déduction faite des dépenses d'investissement** a diminué au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011, en raison essentiellement de l'élargissement du réseau mobile LTE et des investissements dans les nouveaux centres de données Internet.

### Dépenses d'investissement

(en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Secteur des services mobiles	194	107	81,3 %	345	183	88,5 %
Secteur des services filaires	354	349	1,4 %	644	682	(5,6) %
Total des dépenses d'investissement <sup>1</sup>	548	456	20,2 %	989	865	14,3 %
BAlIA ajusté, déduction faite des dépenses d'investissement <sup>2</sup>	442	494	(10,5) %	1 011	1 055	(4,2) %
Intensité du capital (en %) <sup>3</sup>	21	18	3 pts	19	17	2 pts

1. Les dépenses d'investissement excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'investissement; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Se reporter à la note 24 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.
2. Se reporter à la rubrique 11.1, « BAlIA », pour le calcul et la description.
3. L'intensité du capital est calculée comme les dépenses d'investissement divisées par les produits opérationnels. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 87 millions de dollars et de 162 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, en raison essentiellement de l'accroissement de la couverture du réseau 4G LTE en milieu urbain de TELUS, dont les travaux de construction se sont intensifiés au second semestre de 2011. Les services LTE ont été lancés dans 14 régions métropolitaines en février 2012. Les augmentations tiennent également compte des investissements dans les éléments du réseau commun et dans les centres de données Internet qui ont été effectués afin de soutenir la croissance du réseau.

Le ratio d'intensité du capital du secteur des services mobiles s'est établi à 12 % au premier semestre de 2012, soit une hausse par rapport à 7 % au premier semestre de 2011, et les flux de trésorerie (BAlIA, déduction faite des dépenses d'investissement) de ce secteur se sont chiffrés à 913 millions de dollars au premier semestre de 2012, soit une baisse de 20 millions de dollars, ou 2,1 %, par rapport à la période correspondante de 2011.



- Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012 et ont diminué d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars au premier semestre de 2012. La légère augmentation comptabilisée pour le trimestre reflète la hausse des dépenses engagées relativement aux éléments du réseau commun et aux nouveaux centres de données Internet, à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en grande partie par la réduction des dépenses liées au réseau à large bande. La diminution pour le premier semestre découle en grande partie de la réduction des dépenses liées au réseau à large bande, facteur neutralisé en partie par les investissements dans les éléments du réseau commun et dans les nouveaux centres de données Internet.

Le ratio d'intensité du capital du secteur des services filaires s'est établi à 25 % au premier semestre de 2012, soit une baisse par rapport à 27 % au premier semestre de 2011. Les flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement) de ce secteur se sont chiffrés à 98 millions de dollars au premier semestre de 2012, soit une baisse de 24 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au premier semestre de 2011.

### 7.3 (Sorties) entrées liées aux activités de financement

Les sorties liées aux activités de financement ont augmenté de 191 millions de dollars et de 486 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les variations incluent ce qui suit :

- Les dividendes en espèces versés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012 se sont élevés à 189 millions de dollars et à 377 millions de dollars, respectivement, ce qui représente une hausse de 19 millions de dollars et de 92 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les augmentations reflètent les éléments suivants :
  - un montant de 19 millions de dollars pour le deuxième trimestre et un montant de 38 millions de dollars pour le premier semestre, découlant de la hausse de 10,5 % du taux de dividende lié aux dividendes versés en janvier et en avril 2012, par rapport aux dividendes versés en janvier et en avril 2011, ainsi qu'une légère augmentation du nombre d'actions en circulation;
  - un montant de 54 millions de dollars pour le semestre, découlant du fait que les sorties de trésorerie aux fins des dividendes versés en janvier 2011 ont diminué par suite de l'émission d'actions sans droit de vote de TELUS sur le capital autorisé en vertu du régime de réinvestissements des dividendes et d'achat d'actions. En ce qui concerne les dividendes déclarés après le 1<sup>er</sup> mars 2011, la société achète des actions sans droit de vote de TELUS sur le marché libre, sans escompte, et elle n'émet plus d'actions sur le capital autorisé à un escompte de 3 %, ce qui entraîne une augmentation des sorties de trésorerie aux fins des dividendes.
- Remboursements et émissions de dette à long terme :
  - En mars 2012, la société a remboursé une tranche de 300 millions de dollars des billets de série CC à 4,5 % de TELUS Corporation arrivés à échéance.
  - En mai 2011, la société a émis, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, 600 millions de dollars de billets à 3,65 % échéant dans cinq ans. Le produit net du placement et l'émission de papier commercial ont été utilisés aux fins du remboursement de 741 millions de dollars US de billets à 8 % arrivés à échéance le 1<sup>er</sup> juin 2011 et des intérêts courus, ainsi que du règlement des swaps de devises connexes.
- Variations du papier commercial, des emprunts à court terme et des facilités bancaires

La société alterne régulièrement entre diverses sources de financement à court terme pour tirer parti des écarts à l'égard du coût financier. Le programme de papier commercial de la société permet à celle-ci d'obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement garanti par la facilité de crédit consentie d'une durée de cinq ans. Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes avancées à la société par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement au transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la *rubrique 7.6, « Vente de créances clients »*).

- Le papier commercial a diminué de 48 millions de dollars au deuxième trimestre de 2012 et a augmenté de 210 millions de dollars au premier semestre de 2012, le solde au 30 juin 2012 étant de 976 millions de dollars. Le papier commercial a augmenté de 728 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011, et de 878 millions de dollars au premier semestre de 2011, le solde au 30 juin 2011 étant de 982 millions de dollars.
- Le produit tiré des créances clients titrisées s'élevait à 400 millions de dollars au 30 juin 2012, soit un résultat inchangé pour le premier semestre de 2012 et par rapport à 2011.

- Aucun montant n'a été prélevé sur la facilité de crédit de cinq ans de la société au cours du premier trimestre de 2012 et de l'exercice 2011. Se reporter à la *rubrique 7.5, « Facilités de crédit »*.
- Acquisition d'une participation supplémentaire dans une filiale auprès de détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle

En 2011, TELUS a exercé sa deuxième option d'achat position acheteur liée à Transactel (Barbados) Inc. Par suite de l'exercice de la deuxième option d'achat position acheteur, la société a comptabilisé, au deuxième trimestre de 2011, une transaction sur capitaux propres postérieure à l'acquisition concernant l'acquisition d'une participation financière supplémentaire de 44 % pour une contrepartie de 51 millions de dollars en trésorerie. Les flux de trésorerie qui constituent des variations des investissements dans des entités contrôlées et qui ne donnent pas également lieu à un changement de contrôle sont présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé de flux de trésorerie, lorsque l'approche de l'entité économique requise par les IFRS est appliquée.

#### 7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La **dette nette** au 30 juin 2012 a diminué de 360 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement du remboursement de billets arrivés à échéance effectué en mars 2012 et de l'augmentation des flux de trésorerie. La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 80 % au 30 juin 2012, soit une légère baisse par rapport à l'exercice précédent. La **durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette** était de 5,4 années au 30 juin 2012, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent.

##### Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 30 juin ou pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	2012	2011	Variation
<b>Composantes des ratios d'endettement et de couverture<sup>1</sup> (en millions de dollars)</b>			
Dette nette	6 840	7 200	(360)
Total des capitaux investis – valeur comptable <sup>2</sup>	14 623	15 286	(663)
BAlIA excluant les coûts de restructuration	3 894	3 789	105
Coûts financiers, montant net	339	488	(149)
<b>Ratios d'endettement</b>			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	80	81	(1) pt
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	5,4	5,4	—
Dette nette/total des capitaux investis (en %) <sup>1,2</sup>	46,8	47,1	(0,3) pt
Dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration <sup>1</sup>	1,8	1,9	(0,1)
<b>Ratios de couverture (fois)<sup>1</sup></b>			
Couverture par le bénéfice	5,6	3,9	1,7
Couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration	11,5	7,8	3,7
<b>Autres mesures sur 12 mois</b>			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) <sup>3</sup>	1 191	901	290
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté (en %) <sup>1</sup>	65	64	1 pt
Ratio de distribution (en %) <sup>1</sup>	64	63	1 pt

1. Se reporter à la *rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement »*.

2. Les chiffres pour la période de 12 mois close le 30 juin 2011 ont été révisés en raison du reclassement rétrospectif de l'écart actuariel du poste Cumul des autres éléments du résultat global au poste Bénéfices non distribués effectué au troisième trimestre de 2011.

3. Se reporter à la *rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles »*, pour la définition.

Le **total des capitaux investis – valeur comptable** au 30 juin 2012 a diminué de 663 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction des bénéfices non distribués et de la baisse de la dette nette. La réduction des bénéfices non distribués tient compte de pertes inscrites dans les autres éléments du résultat global, qui découlent des pertes actuarielles au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel et qui ne seront jamais ultérieurement reclassées en résultat.

Le **ratio de couverture par le bénéfice** pour la période de 12 mois close le 30 juin 2012 était de 5,6 fois, soit une hausse comparativement à 3,9 fois à l'exercice précédent. La diminution du montant brut des charges d'intérêts a entraîné une augmentation de 1,6 du ratio, et l'augmentation du bénéfice avant intérêts bruts et impôt sur le bénéfice a donné lieu à une augmentation de 0,1 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration** pour la période de 12 mois close le 30 juin 2012 était de 11,5 fois, soit une hausse comparativement à 7,8 fois à l'exercice précédent. La baisse du montant net des charges d'intérêts a donné lieu à une augmentation de 3,5 du ratio, et l'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration a donné lieu à une hausse de 0,2 du ratio.

Les **flux de trésorerie disponibles** pour la période de 12 mois close le 30 juin 2012 ont augmenté de 290 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à la période de 12 mois close le 30 juin 2011. Cette augmentation tient principalement à la hausse du BAIIA ajusté, à la diminution des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, y compris les cotisations discrétionnaires, et à la baisse des intérêts payés, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement.

### Politiques financières et lignes directrices à long terme de TELUS

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles devraient lui permettre de continuer à avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois  
Le ratio s'est établi à 1,8 fois au 30 juin 2012, soit un résultat qui demeure conforme aux lignes directrices.
- Ratio de distribution de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles  
L'indication relative au ratio de distribution est établie sur une base prospective, plutôt que sur une base actuelle. Le ratio de distribution est considéré comme approprié en ce qui concerne les attentes actuelles de la société à l'égard du résultat, des flux de trésorerie et des dépenses d'investissement.

### 7.5 Facilités de crédit

TELUS Corporation a conclu une facilité de crédit renouvelable de 2 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) arrivant à échéance le 3 novembre 2016, avec un consortium se composant de 15 institutions financières. La facilité de crédit est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial.

Au 30 juin 2012, TELUS avait des liquidités disponibles de 1,07 milliard de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées, et disposait d'un montant de 100 millions de dollars aux termes de son programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.6*), ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars.

#### Facilités de crédit de TELUS au 30 juin 2012

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans <sup>1</sup>	3 novembre 2016	2 000	—	—	(976)	1 024
Autres facilités bancaires	—	169	—	(119)	—	50
Total	—	2 169	—	(119)	(976)	1 074

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Les facilités de crédit renouvelables de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,8:1 au 30 juin 2012) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 11,5:1 au 30 juin 2012) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

## 7.6 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La convention de titrisation renouvelable arrivera à échéance le 1<sup>er</sup> août 2014.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente. Au 3 août 2012, la cote de crédit était plus élevée que la cote devant être maintenue.

## 7.7 Cotes de crédit

Il n'y a eu aucun changement aux cotes de crédit de première qualité de la société au 3 août 2012.

## 7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

### Instruments financiers

Les instruments financiers de la société ainsi que la nature des risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

### Engagements et passifs éventuels

#### *Jardin TELUS*

Se reporter à la section « *Transactions avec la coentreprise immobilière* », à la rubrique 7.10.

#### *Réclamations et poursuites*

La société fait l'objet de diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. Aussi, la société a reçu ou est au courant de certaines réclamations éventuelles (incluant des réclamations en matière de propriété intellectuelle) à son égard et, dans certains cas, à l'égard de nombreuses autres entreprises de services mobiles et des fournisseurs de services de télécommunications.

À l'heure actuelle, la société ne peut prévoir l'issue de ces réclamations, réclamations éventuelles et poursuites en raison de divers facteurs, y compris ce qui suit : la nature préliminaire de certaines réclamations; un dossier factuel incomplet; l'incertitude concernant la doctrine, les procédures et leur résolution par les tribunaux, tant dans le cadre du procès que de l'appel; la nature imprévisible des parties adverses et de leurs revendications.

Cependant, sous réserve des restrictions précédentes, la direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels de la société, à l'exception des éléments décrits à la note 22 des états financiers consolidés intermédiaires résumés ainsi qu'à la rubrique 10.4, « *Litiges et questions d'ordre juridique* », du présent rapport de gestion.

## 7.9 Information sur les actions en circulation

Le nombre total d'actions en circulation et pouvant être émises qui est présenté au 30 juin 2012 dans le tableau suivant se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les options en cours, ainsi que les options pour lesquelles les actions sont détenues en réserve, ont été converties.

### Actions en circulation

Au 30 juin 2012 (en millions)	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Nombre total d'actions
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires			
Actions ordinaires en circulation	174,9	150,8	325,7 <sup>1</sup>
Options en cours et pouvant être émises <sup>2</sup>	—	27,2	27,2
Actions en circulation et pouvant être émises	174,9	178,0	352,9

1. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre d'actions s'établissait à 327,6 millions pour le trimestre clos le 30 juin 2012.
2. En supposant une conversion intégrale et sans tenir compte des prix d'exercice.

## 7.10 Transactions entre parties liées

### Placements dans des entités contrôlées importantes

Au 30 juin 2012, TELUS Corporation contrôle finalement 100 % des participations dans TELUS Communications Inc., laquelle contrôle finalement pour sa part 100 % des participations dans Société TELUS Communications et dans SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, soit un pourcentage inchangé par rapport au 31 décembre 2011.

### Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la planification, à la direction et au contrôle des activités de la société, et ils comprennent les membres du conseil d'administration et l'équipe de la haute direction de la société. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 9 millions de dollars et à 18 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012, et à 7 millions de dollars et à 14 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### Transactions impliquant des régimes de retraite à prestations définies

La société a fourni des services de gestion et d'administration relativement à ses régimes de retraite à prestations définies. Les charges liées à ces services ont été comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts et elles sont non significatives pour la société. La société a également versé des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, pour lesquelles une analyse est présentée à la *rubrique 7.1*.

### Transactions avec la coentreprise immobilière (Jardin TELUS)

Au premier trimestre de 2011, la société a annoncé la conclusion d'un partenariat à parts égales avec une partie sans lien de dépendance, aux fins du projet Jardin TELUS, un projet de réaménagement se composant d'une tour d'habitation en copropriété et d'une tour de bureaux abritant des locaux pour bureaux et pour commerces de détail situées à Vancouver, en Colombie-Britannique. La société compte emménager son siège social dans ce complexe. La nouvelle tour de bureaux, dont la construction devrait prendre fin en 2014, sera construite conformément à la norme LEED (d'après l'anglais *Leadership in Energy and Environmental Design*) Platine de 2009, et la nouvelle tour d'habitation en copropriété, dont la construction devrait prendre fin en 2015, sera construite conformément à la norme LEED Or. Les activités de commercialisation de la tour d'habitation ont été couronnées de succès, et les travaux de construction ont débuté.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2012, la société a conclu des transactions avec la coentreprise immobilière, qui est une partie liée, comme il est décrit à la note 17 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière sont décrits à la note 17 c) des états financiers consolidés intermédiaires résumés et ils comprennent ce qui suit.

#### *Engagement au titre des travaux de construction*

La coentreprise immobilière prévoit engager des dépenses totalisant environ 470 millions de dollars aux fins de la construction d'une tour de bureaux et d'une tour d'habitation en copropriété. Les travaux de construction de la tour de bureaux et de la tour d'habitation en copropriété ont débuté. Au 30 juin 2012, les engagements contractuels de la coentreprise immobilière jusqu'en 2015 au titre des travaux de construction s'élevaient à 127 millions de dollars.

#### *Contrats de location simple*

Au premier trimestre de 2012, la société a conclu avec la coentreprise immobilière un contrat de location simple pour ses nouveaux locaux qui abriteront son siège social, aux taux du marché. Les paiements au titre du contrat de location simple pour la période de 20 ans totalisent 230 millions de dollars, ce qui comprend les coûts d'occupation de 91 millions de dollars.

#### *Facilités de crédit aux fins des travaux de construction*

Au premier trimestre de 2012, la coentreprise immobilière a obtenu des engagements de financement de deux institutions financières canadiennes aux fins du projet Jardin TELUS. TELUS Corporation prévoit participer, en sa qualité de coprêteur à 50 %, aux facilités de crédit aux fins des travaux de construction. Lorsqu'elles auront été entièrement documentées et que toutes les conditions de financement auront été remplies, ces facilités fourniront des liquidités totalisant 413 millions de dollars à la coentreprise immobilière. Les facilités comportent les déclarations, les garanties et les clauses restrictives habituelles et elles seront garanties par des débentures à vue constituant des prêts hypothécaires de premier rang à charges fixes et flottantes grevant les deux projets immobiliers sous-jacents. Les facilités porteront intérêt au taux des acceptations bancaires ou au taux préférentiel, majoré des marges applicables. Au 3 août 2012, aucun montant n'avait été avancé en vertu des facilités.

## 8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables

### 8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques sont décrites à la *rubrique 8.1* du rapport de gestion annuel 2011 de TELUS. La préparation d'états financiers conformément aux IFRS de l'IASB exige que la direction ait recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période de présentation de l'information financière. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

### 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

#### Coentreprise immobilière

La société comptabilise sa participation dans la coentreprise immobilière selon la méthode de la mise en équivalence, en vertu de laquelle les investissements sont initialement comptabilisés au coût et ajustés subséquemment pour tenir compte de la quote-part de la société dans le bénéfice ou la perte de la coentreprise immobilière et dans les bénéfices distribués. Les profits et les pertes latents découlant des transactions (y compris les apports) conclues avec la coentreprise immobilière sont différés proportionnellement à la participation restante de la société dans la coentreprise immobilière.

#### Normes, interprétations et modifications qui ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été appliquées

##### *IAS 19, Avantages du personnel (modifiée en 2011)*

En ce qui concerne les méthodes comptables qu'utilise la société à l'heure actuelle ainsi que ses pratiques en matière de présentation et d'informations à fournir, la principale différence découlant de la norme modifiée tient au fait que le taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes de retraite ne sera plus utilisé aux fins des calculs concernant les régimes de retraite à prestations définies (et ne constituera plus une estimation significative). Aux fins du calcul du bénéfice net de la société, les notions de « charges d'intérêts » et de « rendement des actifs des régimes » seront remplacées par la notion d'« intérêt net ». L'intérêt net de chaque régime est le produit du surplus (déficit) du régime multiplié par le taux d'actualisation. Comme c'était le cas auparavant, la norme modifiée ne prescrit pas dans quel élément du résultat opérationnel le montant d'intérêt net doit être présenté, mais la société prévoit présenter ce montant comme une composante des coûts de financement lorsqu'elle appliquera la norme modifiée.

Selon le point de vue actuel de la société, lequel se fonde sur des données historiques à long terme, le taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes excéderait le taux d'actualisation (en raison du pourcentage élevé des actifs des régimes à prestations définies devant être investis dans des titres de capitaux propres), l'incidence relative de la norme modifiée devrait se traduire par une diminution du bénéfice net et des montants par action connexes. L'écart, le cas échéant, entre le taux de rendement réel des actifs des régimes à prestations définies et le taux d'actualisation, ainsi que l'incidence connexe du plafond relatif aux actifs des régimes à prestations définies, le cas échéant, serait inscrit comme une « réévaluation » dans les autres éléments du résultat global. La société ne s'attend pas à ce que la norme modifiée ait une incidence sur l'état de la situation financière, ni sur le tableau des flux de trésorerie.

La norme modifiée a une incidence sur les comptes consolidés de résultat de résultat global de la société, et a notamment entraîné une réduction du bénéfice net de 29 millions de dollars et de 58 millions de dollars, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012, comparativement à une diminution du bénéfice net de 21 millions de dollars et de 45 millions de dollars, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2011. Ces réductions sont contrebalancées entièrement par l'augmentation des autres éléments du résultat global. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 c) des états financiers consolidés intermédiaires résumés. À l'heure actuelle, la société prévoit appliquer les normes modifiées pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## 9. Indications pour l'exercice 2012

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les objectifs et les hypothèses de la société pour 2012 ont initialement été annoncés le 16 décembre 2011, lors de la publication du communiqué de presse et de la téléconférence portant sur les objectifs financiers de la société pour l'exercice. La société a révisé ses indications pour l'exercice complet, comme l'illustre le tableau suivant :

**Indications pour l'exercice complet 2012 (mesures clés du rendement)**

	<b>Indications révisées pour 2012 et variation prévue par rapport aux résultats de 2011</b>	<b>Objectifs initiaux pour 2012 et variation prévue par rapport aux résultats de 2011</b>	Variation des indications
<b>Chiffres consolidés</b>			
Produits	10,75 G\$ à 11,05 G\$ 3 % à 6 %	10,7 G\$ à 11,0 G\$ 3 % à 6 %	Augmentation de 50 M\$ des tranches supérieure et inférieure de la fourchette
BAIIA <sup>1</sup>	3,9 G\$ à 4,05 G\$ 3 % à 7 %	3,8 G\$ à 4,0 G\$ 1 % à 6 %	Augmentation de 50 M\$ de la tranche supérieure de la fourchette et de 100 M\$ de la tranche inférieure de la fourchette
BPA – de base	3,75 \$ à 4,15 \$ 0 % à 10 %	3,75 \$ à 4,15 \$ 0 % à 10 %	Aucune variation
Dépenses d'investissement	Environ 1,95 G\$ 6 %	Environ 1,85 G\$ —	Augmentation de 100 M\$
<b>Secteur des services mobiles</b>			
Produits (externes)	5,75 G\$ à 5,9 G\$ 5 % à 8 %	5,75 G\$ à 5,9 G\$ 5 % à 8 %	Aucune variation
BAIIA	2,4 G\$ à 2,5 G\$ 10 % à 14 %	2,3 G\$ à 2,4 G\$ 5 % à 10 %	Augmentation de 100 M\$ des tranches supérieure et inférieure de la fourchette
<b>Secteur des services filaires</b>			
Produits (externes)	5,0 G\$ à 5,15 G\$ 1 % à 4 %	4,95 G\$ à 5,1 G\$ 0 % à 3 %	Augmentation de 50 M\$ des tranches supérieure et inférieure de la fourchette
BAIIA	1,5 G\$ à 1,55 G\$ (6) % à (3) %	1,5 G\$ à 1,6 G\$ (6) % à 1 %	Diminution de 50 M\$ de la tranche supérieure de la fourchette

1. Mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) », pour la définition.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs pour 2012 ont été annoncés, en décembre 2011. Les hypothèses préliminaires concernant le rendement à long terme attendu des actifs des régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur un taux de rendement de 6,5 % aux fins de l'annonce des objectifs, taux qui a subséquemment été établi à 6,75 %, comme il est expliqué dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

<b>Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2012</b>	<b>Résultats jusqu'à présent ou attentes pour l'exercice complet</b>
Concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.	<p>La baisse du total des ajouts bruts et des ajouts nets d'abonnés des services mobiles de TELUS au premier semestre de 2012 reflète l'intensification de la concurrence depuis le quatrième trimestre de 2011, y compris la concurrence au chapitre des tarifs et un accroissement du nombre de forfaits promotionnels offerts, de crédits liés aux transferts de numéros de téléphones mobiles et de crédits en magasin offerts par des concurrents nationaux bien établis et par de nouveaux venus.</p> <p>La société a subi des pertes élevées de lignes résidentielles d'accès au réseau au début du premier trimestre de 2012, découlant du fait que Shaw Communications a annoncé d'importantes réductions des tarifs des téléphones filaires et des tarifs des services Internet haute vitesse et de câblodistribution en Alberta et en Colombie-Britannique. Cette société a initialement offert ces rabais en novembre 2011 et prolongé leur offre jusqu'au début de 2012, pour ensuite les retirer. Bien que Shaw ait subséquemment annoncé une hausse des tarifs de la téléphonie filaire et des tarifs concernant certains forfaits de services Internet et de câblodistribution, elle a recommencé à offrir des réductions de tarifs aux nouveaux abonnés et pour des périodes allant jusqu'à deux ans.</p> <p>Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau en 2012 continuent de refléter l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le passage des services de transmission de la voix aux services IP plus efficaces.</p>

<b>Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2012</b>	<b>Résultats jusqu'à présent ou attentes pour l'exercice complet</b>
Baisse continue des tarifs liés aux services existants.	Les produits tirés des services filaires et mobiles de transmission de la voix ont continué de diminuer, en raison de la concurrence au chapitre des tarifs et du passage aux services de transmission de données et IP. Les produits tirés des services mobiles de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 3,8 % au premier semestre de 2012, en raison de la baisse de 8,5 % des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services filaires locaux et interurbains ont reculé d'un exercice à l'autre de 7,0 % et de 11,0 %, respectivement, au premier semestre de 2012.
Gain de 4,0 à 4,5 points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, et maintien d'une croissance robuste du nombre d'abonnés au sein de l'industrie des services mobiles en raison de l'intensification de la concurrence et de la plus grande utilisation de téléphones intelligents, de tablettes et d'applications de transmission de données.	La tendance se situe actuellement dans la tranche inférieure de la fourchette ou sous celle-ci. Cependant, les facteurs positifs pour le second semestre de 2012 comprennent la stimulation du marché découlant de l'expansion des plateformes 4G LTE, la possibilité de nouveaux appareils emblématiques fondés sur la technologie 4G LTE et le caractère saisonnier habituel où la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles est plus élevée au second semestre de l'année civile.
Diminution des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix de TELUS au pays, neutralisée par la croissance des PMAA tirés des services d'itinérance mondiale et de transmission de données.	La direction prévoyait initialement une faible croissance positive des PMAA combinés. Les PMAA combinés tirés des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 2,1 % au premier semestre de 2012, la hausse de 25 % des PMAA tirés des services de transmission de données ayant largement neutralisé la baisse de 8,5 % des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services d'itinérance ont augmenté.
Augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés des services mobiles liée aux mises en service d'un plus grand nombre de téléphones intelligents offerts à prix plus élevés, y compris les mises à niveau, et à l'accroissement du nombre d'abonnés.	Les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés se sont élevés à 572 millions de dollars au premier semestre de 2012, soit une baisse de 25 millions de dollars par rapport au premier semestre de 2011. La baisse reflète la diminution des volumes d'acquisition et de fidélisation d'abonnés découlant de l'intensification de la concurrence et des efforts fructueux en matière de fidélisation déployés tout au long de 2011. Pour l'exercice complet, la société s'attend à une augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés en raison de la possibilité du lancement de nouveaux appareils emblématiques fondés sur la technologie 4G LTE. Les téléphones intelligents ont représenté 69 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au deuxième trimestre de 2012, par rapport à 61 % au deuxième trimestre de 2011.
Investissements continus aux fins du déploiement de la technologie mobile LTE en milieu urbain.	En février 2012, TELUS a lancé les services sur son réseau LTE dans 14 régions métropolitaines, et elle continue d'investir dans l'élargissement de la couverture.
Croissance des produits tirés des services de transmission de données filaires supérieure à la diminution des produits tirés des services existants, en raison de l'expansion continue du réseau filaire à large bande et des mises à niveau afin de soutenir la croissance des ventes aux abonnés du service Télé OPTIK et du service Internet OPTIK. La diminution des produits tirés des services existants reflète la réduction continue des produits tirés des lignes d'accès au réseau et des services interurbains.	Attentes confirmées par les résultats obtenus au premier semestre de 2012. Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 11 % d'un exercice à l'autre, résultat qui est supérieur à la baisse totale, d'un exercice à l'autre, des produits tirés des services locaux et interurbains de transmission de la voix, laquelle s'est établie à 8 %.  Les ajouts nets d'abonnés au service TELUS TV se sont établis à 87 000, et les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse, à 36 000, au premier semestre de 2012, résultats qui ont excédé la diminution de 107 000 du total des lignes d'accès au réseau et la réduction de 6 000 des abonnés au service Internet commuté.
Coûts de restructuration d'environ 25 millions de dollars dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle et aux fins de la rentabilité des capitaux, étayées par des initiatives en matière d'optimisation des ressources ayant pour but d'accroître l'efficacité et l'efficacité, qui n'entraînent pas de charges de restructuration.	Le montant estimé des initiatives susceptibles d'avoir une incidence sur les coûts de restructuration s'élève à environ 50 millions de dollars pour l'exercice complet. Des coûts de restructuration de 26 millions de dollars ont été comptabilisés au cours du premier semestre de 2012. Une tranche de 20 millions de dollars de ce montant concerne les initiatives liées à l'effectif, et une tranche de 6 millions de dollars concerne le regroupement des biens immobiliers.



Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2012	Résultats jusqu'à présent ou attentes pour l'exercice complet
Coûts de financement d'environ 350 millions de dollars (377 millions de dollars en 2011).	Les attentes demeurent inchangées. Les coûts de financement de 160 millions de dollars comptabilisés au premier semestre de 2012 sont présentés déduction faite de produits d'intérêts de 12 millions de dollars découlant principalement du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, ainsi que des profits de change de 7 millions de dollars.
Taux d'imposition prévu par la loi d'environ 25 % à 26 % (27,2 % en 2011).	L'élimination des réductions du taux d'imposition des sociétés en Ontario adoptées antérieurement n'a pas une incidence significative sur les hypothèses. Pour le premier semestre de 2012, le taux d'imposition prévu par la loi s'est établi à 25,6 %, et le taux d'imposition effectif, à 26,6 %.
Paiements d'impôt en trésorerie d'environ 150 millions de dollars à 200 millions de dollars (150 millions de dollars en 2011).	Les attentes demeurent inchangées. Les paiements d'impôt en trésorerie, déduction faite des économies reçues, se sont élevés à 79 millions de dollars au premier semestre de 2012, montant qui se compose des paiements finaux exigibles relativement à l'année d'imposition 2011, et des acomptes provisionnels pour 2012, déduction faite des remboursements de 36 millions de dollars reçus.
Taux d'actualisation établi à 4,5 % (baisse de 75 points de base par rapport à 2011) au titre des régimes de retraite. Rendement à long terme attendu établi à 6,75 % (baisse de 25 points de base par rapport à 2011).	Les attentes demeurent inchangées.
Versement, au début de 2012, d'une cotisation discrétionnaire non récurrente de 100 millions de dollars aux régimes de retraite (cotisation discrétionnaire non récurrente de 200 millions de dollars versée en janvier 2011).	La cotisation discrétionnaire de 100 millions de dollars a été versée en janvier 2012.

## 10. Risques et gestion des risques

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à *la Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### 10.1 Questions de réglementation

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.3, « Questions de réglementation »*, présentée dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

#### Disponibilité future et coût des licences de spectre pour les services sans fil

Le 14 mars 2012, le gouvernement fédéral a annoncé les règles concernant deux enchères de licences de spectre, ainsi que les modifications visant les restrictions à la propriété étrangère (se reporter à la section « *Restrictions à la propriété étrangère* » ci-dessous). Industrie Canada prévoit tenir des enchères de licences de spectre concernant la bande de fréquence de 700 MHz au milieu de 2013, et des enchères de licences de spectre concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz en 2014.

Ces règles prévoient un plafond de fréquence de 10 MHz en ce qui concerne le spectre de premier ordre pour la bande de fréquence de 700 MHz pouvant être acquis par un soumissionnaire individuel. TELUS a amorcé la construction du réseau mobile 4G LTE en milieu urbain au second semestre de 2011 et elle a lancé des services sur ce réseau en février 2012, au moyen du spectre pour les services sans fil acquis en 2008. Le lancement possible du réseau mobile 4G LTE dans les marchés ruraux dépendra de la présentation de soumissions par TELUS et de son acquisition de spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz dans le cadre des enchères devant avoir lieu. Le spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz permet de meilleures capacités de propagation qui assurent une couverture efficace et efficiente dans les vastes régions rurales du Canada. De plus, ces capacités améliorent la qualité de la couverture à l'intérieur de bâtiments dans les régions urbaines.

Outre les règles relatives aux licences de spectre concernant la bande de fréquence de 700 MHz, Industrie Canada a également annoncé qu'elle prévoit tenir des enchères de licences de spectre concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz au milieu de 2014. Ce spectre constitue du spectre de premier ordre pour les réseaux LTE en milieu urbain. À l'heure actuelle, ce spectre est principalement détenu par Rogers et par Bell, par l'entremise de leur partenariat avec Inukshuk pour les services à large bande fixes. En vertu des règles concernant les enchères, toutes les entreprises de télécommunications seront assujetties à un plafond de fréquence de 40 MHz lorsqu'elles présenteront leurs soumissions concernant ce spectre. Étant donné que Bell et Rogers contrôlent déjà des blocs importants de ce spectre, leur capacité à présenter des soumissions dans le cadre de ces enchères sera limitée si aucun dessaisissement de blocs existants ne se produit. En ce qui concerne TELUS, le plafond lui fournit une occasion d'accroître considérablement le spectre qu'elle détient aux fins du réseau LTE, pour autant qu'elle réussisse à acquérir du spectre. Toutefois, il n'existe aucune certitude que TELUS acquerra tout le spectre désiré, selon le plafond établi. Il se pourrait également que Rogers ou Bell bénéficie d'un avantage concurrentiel en lançant leurs réseaux LTE sur ces bandes en 2012, au moyen du spectre qui leur a déjà été alloué, de manière à bénéficier d'une longueur d'avance.

Étant donné que l'issue de ces enchères futures est inconnue, les dépenses d'investissement requises pour assurer le succès des soumissions, de même que la quantité de spectre qui sera acquise dans chaque région, demeurent incertaines.

### **Restrictions à la propriété étrangère**

TELUS et ses filiales sont assujetties aux restrictions à la propriété étrangère imposées par la *Loi sur les télécommunications*, la *Loi sur la radiocommunication* et la *Loi sur la radiodiffusion*, de même que par les règlements connexes. Bien que la société croie que TELUS Corporation et ses filiales ont agi en conformité avec les lois applicables, rien ne garantit qu'une décision future du CRTC, d'Industrie Canada ou d'Héritage Canada ou que des événements échappant à la volonté de TELUS ne feront pas en sorte que celle-ci cesse d'être conforme à ces lois. Si cela devait se produire, la capacité des filiales de TELUS d'exercer leurs activités en qualité d'entreprises canadiennes aux termes de la *Loi sur les télécommunications*, ou de maintenir, de renouveler ou d'obtenir des licences en vertu de la *Loi sur la radiocommunication* ou de la *Loi sur la radiodiffusion*, pourrait être compromise, et les activités de TELUS pourraient subir des conséquences défavorables.

TELUS et certaines de ses filiales doivent se conformer aux restrictions de propriété d'actions avec droit de vote par des non-Canadiens établies par les lois canadiennes, notamment le Règlement sur la propriété et le contrôle des entreprises de télécommunication canadiennes, la *Loi sur les télécommunications* (la réglementation sur les télécommunications), la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur la radiocommunication*. Précisément, pour maintenir l'admissibilité de certaines de ses filiales qui sont des entreprises de télécommunications canadiennes en vertu de ces lois, le niveau de propriété d'actions ordinaires de la société par des non-Canadiens ne doit pas dépasser 33 ⅓ %, et TELUS ne doit pas autrement être contrôlée par des non-Canadiens. La réglementation sur les télécommunications donne à la société, qui est une société mère d'entreprises de télécommunications canadiennes, certains pouvoirs pour surveiller et contrôler le niveau de propriété d'actions avec droit de vote par des non-Canadiens. Les pouvoirs et contraintes de la réglementation sur les télécommunications ont été incorporés dans les statuts de TELUS et ont été élargis pour permettre également la conformité en vertu de la *Loi sur la radiocommunication* et de la *Loi sur la radiodiffusion*. Ces pouvoirs comprennent le droit i) de refuser d'enregistrer le transfert d'actions avec droit de vote à une société non canadienne; ii) d'exiger qu'une société non canadienne vende toute action avec droit de vote; iii) de convertir des actions avec droit de vote en actions sans droit de vote; iv) de suspendre les droits de vote liés aux actions avec droit de vote en ordre inverse d'enregistrement.

TELUS surveille régulièrement les transferts non canadiens et les niveaux de propriété de ses actions avec droit de vote par des non-Canadiens. Ainsi, le 22 mars 2012, la société a observé et annoncé que des non-Canadiens ont démontré un intérêt considérable en ce qui concerne l'achat d'actions ordinaires de TELUS, après l'annonce, en février 2012, de la conversion proposée des actions (se reporter à la section « *Regroupement d'actions* » ci-dessous), une augmentation de 20 % de la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens s'étant produite. En conséquence, TELUS a dû limiter l'approbation des demandes de réservation visant le transfert d'actions ordinaires à des actionnaires non canadiens, de manière à demeurer conforme aux restrictions à la propriété étrangère. Par suite d'une demande présentée au CRTC par Globalive ayant pour but l'examen de la conformité de TELUS aux règles en matière de propriété étrangère, TELUS a annoncé que, au 29 juin 2012, 32,59 % des actions ordinaires de TELUS étaient détenues par des non-Canadiens, soit un pourcentage inférieur au plafond de 33,3 % prévu par les lois canadiennes.

## **Modifications aux restrictions à la propriété étrangère concernant les petites entreprises de télécommunications**

Le 14 mars 2012, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il a décidé de lever les restrictions à la propriété étrangère s'appliquant aux entreprises de télécommunications ayant 10 % ou moins des revenus totaux du marché canadien des télécommunications. Les modifications à la *Loi sur les télécommunications* ont reçu la sanction royale et sont entrées en vigueur. Les petites entreprises de services mobiles et de services filaires pourront ainsi réunir des capitaux étrangers pour financer la construction de leurs réseaux, leurs pertes opérationnelles et leurs soumissions dans le cadre des enchères de licences de spectre devant être tenues en 2013 et en 2014. Ces modifications entraîneront également le regroupement de plus petites entreprises de télécommunications en une importante entreprise de télécommunications bien financée, ou un changement de contrôle à l'égard de ces entreprises. TELUS espère que ces modifications aux restrictions à la propriété étrangère constituent la première étape d'un processus qui se soldera par la libéralisation complète des restrictions au sein de l'industrie.

## **Entreprises de distribution de radiodiffusion**

Le CRTC a octroyé à TELUS des licences aux fins de l'exploitation d'entreprises de distribution de radiodiffusion par la voie terrestre pour desservir plusieurs localités de la Colombie-Britannique et de l'Alberta (licences renouvelées en 2009 pour une deuxième période complète de sept ans) et de l'est du Québec (licence renouvelée en 2011 pour une deuxième période complète de sept ans). TELUS détient également une licence aux fins de l'exploitation d'un service national de vidéo sur demande (« VSD »), qui est en cours de renouvellement. La stratégie de la société consiste à grouper et à intégrer du contenu et des applications et à les rendre accessibles de manière à ce que ses abonnés puissent en profiter. La société ne croit pas qu'il faille être propriétaire du contenu.

D'importants regroupements ont eu lieu dans le secteur de la radiodiffusion, notamment l'acquisition par Shaw des services de programmation de Canwest Global (opération approuvée par le CRTC en octobre 2010), l'acquisition par BCE du contrôle des services de programmation de CTVglobemedia (opération approuvée par le CRTC en mars 2011), et l'acquisition par BCE d'Astral Media annoncée en mars 2012, qui est en cours de négociation. Par ailleurs, Rogers Communications et Quebecor continuent de détenir du contenu.

En raison du potentiel de comportements anticoncurrentiels au sein d'un marché davantage intégré verticalement, le CRTC a tenu une audience publique en juin 2011 afin de considérer l'établissement de balises qui pourraient s'avérer nécessaires pour assurer le maintien d'une saine concurrence dans le secteur de la radiodiffusion. Le 21 septembre 2011, le CRTC a publié la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2011-601 (Cadre réglementaire relatif à l'intégration verticale), dans laquelle il établit des balises claires pour assurer la concurrence. Cette décision s'applique aux sociétés qui détiennent à la fois du contenu de radiodiffusion et des actifs de distribution de radiodiffusion. TELUS est membre du Canadian Independent Distributors Group (« CIDG »), qui a déposé une demande d'audience pour la résolution d'un différend concernant la distribution des services spécialisés de télévision contrôlés par Bell Média Inc.

Le 5 avril 2012, le CRTC a publié la Décision de radiodiffusion CRTC 2012-208, dans laquelle il énonce ses décisions et ses attentes à l'égard des points suivants : l'assemblage des services de programmation visant à améliorer le choix du consommateur tout en assurant que les objectifs de la *Loi sur la radiodiffusion* sont atteints; la tarification incitative; les droits de diffusion non linéaires à des conditions raisonnables sur le plan commercial; l'arbitrage de l'offre finale pour fixer les tarifs. Le CRTC a également indiqué qu'il vaut mieux permettre aux parties d'en arriver à un règlement négocié sur des bases commerciales, avant le processus d'arbitrage de l'offre finale.

TELUS n'a pas réussi à négocier une convention de renouvellement concernant la distribution des signaux de Bell Média. Les demandes d'arbitrage concernant les offres finales et les répliques aux observations ont été présentées au CRTC en juin par TELUS et Bell Média, ainsi qu'individuellement par CIDG et par Bell Média. Le 20 juillet 2012, le CRTC a publié la Décision de radiodiffusion CRTC 2012-393. Dans cette décision qui concerne le différend entre Bell Média et TELUS, le Conseil a choisi l'offre finale de TELUS plutôt que celle de Bell Média. En conséquence, le Conseil a ordonné aux parties de signer l'entente d'affiliation comprise dans l'offre finale de TELUS au plus tard le 25 juillet 2012. Le CRTC reconnaît que l'offre de TELUS fournit aux consommateurs davantage de choix et de souplesse et qu'elle comprend des éléments innovateurs. En particulier, les clients de TELUS continueront de pouvoir décider s'ils désirent la programmation sportive et ils ne seront pas obligés de s'abonner à cette programmation dans le cadre du forfait Base numérique.

Bien que TELUS se réjouisse que cette décision du CRTC cadre avec les politiques adoptées dans la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2011-601, il existe un risque que des concurrents intégrés verticalement qui détiennent à la fois du contenu de radiodiffusion et des actifs de distribution de radiodiffusion haussent injustement les coûts de programmation que des entreprises non intégrées verticalement telles que TELUS doivent payer, ou tentent d'empêcher l'accès à du contenu sur les plateformes « nouveaux médias » (plateformes Internet et mobiles), ou pénalisent autrement TELUS en attirant et en fidélisant des abonnés de ses services mobiles ou de son service Télé OPTIK. D'autres balises devront être mises en place pour assurer l'équivalence du pouvoir de négociation d'entreprises non intégrées verticalement telles que TELUS, en ce qui concerne le nouveau contenu. Cependant, il n'y a aucune certitude que les nouvelles balises réglementaires, de même que leur application continue, seront entièrement efficaces.

### **Regroupement d'actions**

Le 8 mai 2012, la société a annoncé qu'elle retirait le plan d'arrangement relatif à la conversion de chaque action sans droit de vote en une action ordinaire, à raison de une pour une, plan qui avait été présenté dans sa circulaire d'information 2012. La société entend présenter une nouvelle proposition en temps voulu. Elle ne fournit toutefois aucune assurance en ce qui a trait à la présentation d'une nouvelle proposition de regroupement d'actions, au moment où une telle proposition serait présentée, aux dispositions de cette proposition ou au caractère favorable du vote des actionnaires. Advenant le cas où la société déciderait de ne pas présenter une nouvelle proposition, ou le cas où une nouvelle proposition n'obtiendrait pas les approbations voulues, le cours du marché des actions sans droit de vote et des actions ordinaires pourrait subir une baisse, car le cours de ces deux catégories d'actions a augmenté par suite de l'annonce de la proposition de regroupement d'actions initiale.

### **Lois provinciales visant la protection des consommateurs/Code national de protection des consommateurs de services sans fil**

Un certain nombre de provinces ont promulgué ou proposé des modifications aux lois visant la protection des consommateurs qui ont une incidence directe ou indirecte sur les conditions liées à la prestation de services sans fil. Étant donné que les règles ne sont pas harmonisées, TELUS et les autres fournisseurs de services sans fil pourraient être tenus d'engager d'importants coûts de conformité. De plus, Rogers Communications a demandé que le CRTC mette sur pied un comité directeur sur l'interconnexion aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un code national de protection des consommateurs de services sans fil, et certains groupes de défense des consommateurs ont demandé que le CRTC empêche les fournisseurs de services sans fil d'exiger des frais pour les services une fois que les consommateurs ont transféré leur numéro de téléphone à un autre fournisseur de services sans fil. TELUS a présenté ses observations concernant ces demandes et elle appuie la mise en œuvre d'un code national pour les services sans fil par le CRTC.

Le 4 avril 2012, le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2012-206, qui prévoit un appel aux observations et une instance dans le but de déterminer quel type d'intervention, le cas échéant, serait approprié à l'égard des services sans fil de détail, à la lumière de l'abstention du Conseil dans la réglementation de l'industrie du sans-fil et à la lumière des instructions du gouvernement fédéral en vertu desquelles le CRTC devrait recourir, dans la plus grande mesure du possible, au libre jeu du marché.

**Atténuation des risques en matière de réglementation :** TELUS préconise la mise en œuvre d'un code national de protection des consommateurs de services sans fil par le CRTC, afin de réduire les coûts de conformité et de normaliser les conditions liées à la prestation de services.

En ce qui concerne la distribution de contenu de radiodiffusion, TELUS favorise l'application d'une symétrie en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*, qui permet de s'assurer que tous les consommateurs canadiens continuent de bénéficier d'un accès équitable au contenu de radiodiffusion, quel que soit le distributeur ou la plateforme de leur choix. Selon TELUS, tant que le contenu est réglementé de manière à assurer l'atteinte d'objectifs culturels, cette position est au mieux des intérêts de toutes les entreprises de télécommunications et de leurs clients. TELUS continue de préconiser la mise en œuvre de la politique du CRTC en matière d'intégration verticale et elle continuera de préconiser l'application judicieuse d'autres politiques et d'autres balises, au besoin.

En ce qui concerne les restrictions à la propriété étrangère, TELUS continue de préconiser et de favoriser la mise en œuvre par le gouvernement, de manière symétrique, de règles régissant la propriété étrangère visant les télécommunications et la distribution de radiodiffusion.

En ce qui a trait à la demande présentée par Globalive, TELUS a présenté sa réponse au CRTC et décrit les contrôles fiables et efficaces mis en place pour s'assurer que les niveaux de propriété étrangère sont respectés, à l'aide d'un système de réservation et de déclaration. De plus, TELUS dispose de certains recours en vertu de la *Loi sur les télécommunications*, qui sont pris en considération dans ses statuts et dont elle peut se prévaloir en vertu de ces statuts.

TELUS prévoit présenter une nouvelle proposition aux fins du regroupement d'actions en temps voulu.

## 10.2 Ressources humaines

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.4, « Ressources humaines »*, présentée dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

### Convention collective

La convention collective entre TELUS et le Syndicat des agents de maîtrise de TELUS (« SAMT »), qui couvre environ 600 professionnels et superviseurs dans la région où TELUS Québec exerce des activités, a pris fin le 31 décembre 2011. Les négociations visant à renouveler cette convention se poursuivent. Comme c'est le cas pour toute négociation collective, rien ne peut garantir que les charges de rémunération négociées ou les changements liés à l'efficacité opérationnelle seront conformes aux prévisions, ce qui pourrait entraîner des hausses de coûts imprévues ou une productivité moindre. Par ailleurs, rien ne peut garantir qu'une productivité moindre ou des perturbations du travail ne se produiront pas au cours de la période de négociation, avant que ne survienne le règlement ou la ratification.

**Atténuation des risques :** La société a recours à un modèle de gouvernance afin de s'assurer que les répercussions d'ordre financier et opérationnel découlant des conditions de règlement font l'objet d'une analyse et qu'elles s'alignent sur l'orientation stratégique de TELUS. Toute nécessité éventuelle de poursuivre les activités d'exploitation par suite d'une interruption de travail a été prise en compte dans le cadre de la planification des mesures d'urgence. Bien que la société ait établi et validé des plans d'urgence, rien ne peut garantir que ces plans couvrent tous les problèmes susceptibles de survenir, ni que les urgences pour lesquelles des plans ont été élaborés se produiront exactement comme il était prévu. Il se pourrait donc quand même que des coûts plus élevés doivent être engagés ou que des interruptions se produisent.

## 10.3 Risques liés aux processus

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.5, « Risques liés aux processus »*, présentée dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

### Coentreprise immobilière

Les risques liés à la coentreprise immobilière comprennent les dépassements de coûts potentiels liés aux travaux de construction, les risques financiers, les risques d'atteinte à la réputation et, en ce qui concerne la composante immeuble commercial de la coentreprise, les risques liés à l'occupation des locaux.

**Atténuation des risques :** TELUS a mis sur pied une coentreprise avec des filiales de Westbank Holdings Ltd., un promoteur de premier plan d'importants projets commerciaux et immobiliers, aux fins de l'aménagement du projet Jardin TELUS. Westbank apporte une expertise considérable en gestion efficace de projets d'aménagement d'une portée et d'une ampleur analogues à celles du projet Jardin TELUS. Les unités de la tour d'habitation en copropriété ont en grande partie été vendues avant que les travaux de construction ne débutent. En ce qui concerne la composante immeuble commercial du projet, d'importants engagements locatifs ont été obtenus de TELUS et d'un autre important locataire avant que les travaux de construction ne débutent. Le succès de la composante immeuble commercial dépendra des autres engagements locatifs obtenus dans le futur, du marché locatif futur en ce qui a trait à la demande pour des locaux et aux taux de location de locaux pour bureaux de première qualité à Vancouver, ainsi que des dépassements de coûts potentiels liés aux travaux de construction. Les risques liés aux dépassements budgétaires pour les composantes immeuble résidentiel et immeuble commercial du projet sont atténués au moyen de contrats d'approvisionnement prévoyant des prix fixes, par une gestion de projet éclairée, et par une assurance contre certains risques. En sa capacité de prêteur à l'égard du projet, TELUS est exposée à des risques de crédit additionnels. Il n'existe aucune certitude que le projet Jardin TELUS sera mené à terme conformément au budget ou au calendrier établi, ni que les engagements locatifs prévus se concrétiseront. En conséquence, TELUS est exposée aux risques liés aux financements par actions additionnels, aux pertes sur placements et aux montants des prêts, advenant le cas où le plan d'affaires du projet ne serait pas mené à terme avec succès, ainsi qu'aux risques d'atteinte à la réputation advenant le cas où le projet ne serait pas d'aussi haute qualité que ce qui est prévu.

## 10.4 Litiges et questions d'ordre juridique

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.9*, « *Litiges et questions d'ordre juridique* », présentée dans le rapport de gestion annuel 2011 de TELUS.

### Recours collectifs autorisés

Les recours collectifs contre la société comprennent un recours collectif intenté en 2004 en Saskatchewan contre un certain nombre de fournisseurs de services mobiles, anciens ou existants, y compris TELUS. La poursuite allègue que chaque entreprise de télécommunications est en rupture de contrat et est allée à l'encontre du principe de concurrence, des pratiques commerciales de même que des lois sur la protection du consommateur partout au Canada en ce qui a trait à la facturation de frais d'accès au système. La poursuite cherche à recouvrer des dommages directs et des dommages-intérêts exemplaires dont le montant est indéterminé. Des recours similaires ont également été présentés dans d'autres provinces. La Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan a autorisé un recours collectif national en septembre 2007. La demande de TELUS visant à interjeter appel de l'ordonnance d'autorisation a été rejetée le 15 novembre 2011. Une demande afin d'interjeter appel de cette décision déposée devant la Cour suprême du Canada a été rejetée le 28 juin 2012.

**Atténuation des risques** : L'autorisation d'un recours collectif ne détermine pas le bien-fondé de la poursuite, et les demandeurs doivent quand même prouver le bien-fondé de leur poursuite. La société croit qu'elle dispose d'une bonne défense à l'égard de ces poursuites et elle se défend énergiquement. Si le dénouement final de ces poursuites se révélait différent des évaluations et des hypothèses de la direction, cela pourrait donner lieu à un ajustement important de la situation financière et des résultats opérationnels de la société.

## 11. Définitions et rapprochements

### 11.1 BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements)

Le BAIIA est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance des secteurs opérationnels ainsi que la performance de la société. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt (se reporter à la description fournie à la *rubrique 11.4*). Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation.

Comme elle l'a fait au cours de 2012 et de 2011, la direction pourrait également calculer un BAIIA ajusté qui exclura les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas les activités liées aux services de télécommunications habituelles ou continues; ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et il ne devrait pas être pris en compte aux fins de l'évaluation de la capacité de la société à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

Le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'ICCA a défini le BAIIA normalisé de manière à favoriser la comparabilité des mesures utilisées par diverses entités. Le BAIIA normalisé donne une indication de la capacité de l'entité de continuer de générer des produits opérationnels avant la prise en compte de l'incidence des décisions de financement de la direction et des coûts liés à l'utilisation des immobilisations corporelles et incorporelles, qui varient en fonction de leur âge, de leur actualité technologique et de l'estimation de leur durée d'utilité par la direction. Le BAIIA normalisé correspond donc aux produits moins les coûts opérationnels, avant les charges d'intérêts, l'amortissement et les charges au titre de la dépréciation des immobilisations corporelles, et l'impôt sur le bénéfice.

## Rapprochement du BAIIA

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
<b>Bénéfice net</b>	<b>328</b>	324	<b>676</b>	652
Coûts de financement	<b>85</b>	94	<b>160</b>	198
Impôt sur le bénéfice	<b>129</b>	90	<b>245</b>	200
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>344</b>	326	<b>687</b>	658
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>112</b>	116	<b>239</b>	228
Pertes de valeur (reprise de pertes de valeur) au titre des immobilisations corporelles	—	—	—	—
<b>BAIIA (BAIIA normalisé selon les lignes directrices de l'ICCA)</b>	<b>998</b>	950	<b>2 007</b>	1 936
Déduire : profit déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS	<b>(8)</b>	—	<b>(7)</b>	—
Déduire : profit hors trésorerie sur la participation de 51 % dans Transactel (Barbados) Inc. réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition	—	—	—	(16)
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>990</b>	950	<b>2 000</b>	1 920

La direction calcule également le BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs à présenter. Le BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

## Calcul du BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
<b>BAIIA</b>	<b>998</b>	950	<b>2 007</b>	1 936
Dépenses d'investissement	<b>(548)</b>	(456)	<b>(989)</b>	(865)
<b>BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement</b>	<b>450</b>	494	<b>1 018</b>	1 071
Déduire : profit déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS	<b>(8)</b>	—	<b>(7)</b>	—
Déduire : profit hors trésorerie sur la participation de 51 % dans Transactel (Barbados) Inc. réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition	—	—	—	(16)
<b>BAIIA ajusté déduction faite des dépenses d'investissement</b>	<b>442</b>	494	<b>1 011</b>	1 055

## 11.2 Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et ne doivent pas être substitués aux tableaux consolidés des flux de trésorerie. TELUS présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés, et qu'il diffère des flux de trésorerie disponibles normalisés tels qu'ils sont définis par le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'ICCA. Les flux de trésorerie disponibles tels qu'ils sont définis par la direction fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles qui sont disponibles après les dépenses d'investissement, mais avant les dividendes, les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs).

### Calcul des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
<b>BAIIA (se reporter à la rubrique 11.1)</b>	<b>998</b>	950	<b>2 007</b>	1 936
Déduire : profit déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS	(8)	—	(7)	—
Déduire : profit hors trésorerie sur la participation de 51 % dans Transactel (Barbados) Inc. réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition	—	—	—	(16)
Économies (décaissements) au chapitre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(13)	4	(11)	(19)
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie				
Rémunération fondée sur des actions	9	5	16	—
Montant net des charges (du recouvrement) au titre des régimes à prestations définies du personnel	(2)	(7)	(3)	(16)
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(15)	(15)	(131)	(250)
Intérêts versés	(110)	(145)	(172)	(206)
Intérêts reçus	4	—	11	—
Impôt remboursé (payé), montant net	(31)	(50)	(79)	(116)
Dépenses d'investissement	(548)	(456)	(989)	(865)
<b>Flux de trésorerie disponibles (tels qu'ils sont définis par la direction)</b>	<b>284</b>	286	<b>642</b>	448

Le Conseil canadien de l'information sur la performance a défini les flux de trésorerie disponibles normalisés de manière à favoriser la comparabilité des mesures utilisées par diverses entités. Les flux de trésorerie disponibles normalisés constituent une indication de la capacité d'une entité de continuer à générer des flux de trésorerie discrétionnaires grâce aux activités opérationnelles, et comprennent les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles après déduction des dépenses d'investissement nettes et des dividendes qui s'apparentent davantage à des charges d'intérêts. Cette mesure ne correspond pas nécessairement aux flux de trésorerie disponibles au cours de la période pour utilisation au gré de la direction, qui peuvent être affectés par d'autres sources de trésorerie et d'autres utilisations non discrétionnaires. Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles, tels qu'ils sont définis par la direction, avec les flux de trésorerie disponibles normalisés et les entrées liées aux activités opérationnelles.

### Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
<b>Entrées liées aux activités opérationnelles</b>	<b>788</b>	517	<b>1 551</b>	971
Déduire : dividendes stipulés	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Déduire : dépenses d'investissement	(548)	(456)	(989)	(865)
Produit de la cession d'immobilisations	—	—	—	—
<b>Flux de trésorerie disponibles normalisés (selon les lignes directrices de l'ICCA)</b>	<b>240</b>	61	<b>562</b>	106
Déduire : produit de la cession d'immobilisations	—	—	—	—
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités opérationnelles	44	225	80	342
<b>Flux de trésorerie disponibles (tels qu'ils sont définis par la direction)</b>	<b>284</b>	286	<b>642</b>	448

### 11.3 Définition des indicateurs opérationnels clés – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.



Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

#### 11.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Couverture par le bénéfice Mesure définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée sur 12 mois.

##### Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Périodes de 12 mois closes les 30 juin	
	2012	2011
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote	1 247	1 123
Impôt sur le bénéfice	421	337
Montant brut des charges d'intérêts	360	503
Numérateur	2 028	1 963
Dénominateur – Montant brut des charges d'intérêts	360	503
<b>Ratio (fois)</b>	<b>5,6</b>	<b>3,9</b>

Les mesures suivantes n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

Ratio de distribution et ratio de distribution du bénéfice net ajusté Il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote pour le trimestre clos le plus récent, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le bénéfice par action de base annuel des exercices). L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles. Le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, des pertes au remboursement par anticipation de titres de créance à long terme, de l'incidence continue de l'option de règlement en espèces net liée aux options instaurée en 2007, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme davantage représentatif du calcul du bénéfice prévisible.

### Calcul des ratios de distribution

(en dollars, sauf les ratios)	2012	2011
<b>Ratio de distribution</b>		
Numérateur – Dividende annualisé du deuxième trimestre déclaré par action ordinaire et action sans droit de vote	2,44	2,20
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire et action sans droit de vote, quatre trimestres clos les 30 juin	3,84	3,48
<b>Ratio (en %)</b>	<b>64</b>	<b>63</b>
<b>Ratio de distribution du bénéfice net ajusté</b>		
Numérateur (ci-dessus)	2,44	2,20
Bénéfice net ajusté, quatre trimestres clos les 30 juin (en millions de dollars)		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote	1 247	1 123
Déduire : ajustements favorables nets liés à l'impôt	(20)	(30)
Ajouter : perte liée au remboursement par anticipation de titres de créance (T3 2010)	—	37
Déduire : profit après impôt déduction faite des pertes liées à la participation au titre du projet de réaménagement immobilier résidentiel Jardin TELUS	(6)	—
Déduire : profit après impôt sur la participation dans Transactel	—	(12)
Option de règlement en espèces net liée aux options	(5)	(13)
	1 216	1 105
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ordinaire et action sans droit de vote	3,75	3,43
<b>Ratio ajusté (en %)</b>	<b>65</b>	<b>64</b>

BAIIA excluant les coûts de restructuration Mesure définie comme le BAIIA (décrit à la *rubrique 11.1*) plus les coûts de restructuration de 45 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 30 juin 2012 et de 71 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 30 juin 2011. Cette mesure sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et la couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration Mesure définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Dette nette La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette (se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration). La direction estime que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par la trésorerie et les placements temporaires disponibles, et car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains.

### Calcul de la dette nette

(en millions de dollars)	Aux 30 juin	
	2012	2011
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 487	6 787
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	25	30
Passifs dérivés, montant net	—	—
Cumul des autres éléments du résultat global découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains (compte non tenu des incidences fiscales)	—	—
Trésorerie et placements temporaires	(72)	(21)
Emprunts à court terme	400	404
<b>Dette nette</b>	<b>6 840</b>	<b>7 200</b>

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication à long terme de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des charges d'intérêts Coûts de financement avant les profits liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun profit lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Les pertes comptabilisées relativement au remboursement par anticipation de titres de créance sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts présenté pour les périodes de 12 mois closes les 30 juin 2012 et 2011 est égal aux coûts de financement présentés.

Total des capitaux investis – valeur comptable Total de la dette nette définie ci-dessus, plus les capitaux propres excluant le cumul des autres éléments du résultat global.

**Calcul du total des capitaux investis**

(en millions de dollars)	Aux 30 juin	
	2012	2011
Dette nette	6 840	7 200
Capitaux propres	7 796	8 085
Ajouter (déduire) : cumul des autres éléments de la perte globale (du bénéfice global)	(13)	1
<b>Total des capitaux investis – Valeur comptable</b>	<b>14 623</b>	<b>15 286</b>

# Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 30 juin (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Semestres	
	2012	2011	2012	2011
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>				
Services	2 487 \$	2 379 \$	4 930 \$	4 716 \$
Équipement	157	165	333	334
	2 644	2 544	5 263	5 050
Autres produits opérationnels	21	10	33	35
	2 665	2 554	5 296	5 085
<b>CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>				
Achat de biens et services	1 152	1 134	2 268	2 232
Charge au titre des avantages du personnel	515	470	1 021	917
Amortissement des immobilisations corporelles	344	326	687	658
Amortissement des immobilisations incorporelles	112	116	239	228
	2 123	2 046	4 215	4 035
<b>BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL</b>	542	508	1 081	1 050
Coûts de financement	85	94	160	198
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔT</b>	457	414	921	852
Impôt sur le bénéfice	129	90	245	200
<b>BÉNÉFICE NET</b>	328	324	676	652
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>				
<b>Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat</b>				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(2)	(6)	(3)	2
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	7	—	5	(4)
	5	(6)	2	(2)
<b>Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat</b>				
Écarts actuariels au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel	(168)	(127)	(12)	(83)
	(163)	(133)	(10)	(85)
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	165 \$	191 \$	666 \$	567 \$
<b>BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :</b>				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	328 \$	321 \$	676 \$	648 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	3	—	4
	328 \$	324 \$	676 \$	652 \$
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :</b>				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	165 \$	188 \$	666 \$	563 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	3	—	4
	165 \$	191 \$	666 \$	567 \$
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>				
De base	1,01 \$	0,99 \$	2,08 \$	2,00 \$
Dilué	1,00 \$	0,98 \$	2,07 \$	1,99 \$
<b>DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>	— \$	0,55 \$	1,190 \$	1,075 \$
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION</b>				
De base	326	324	325	324
Dilué	328	326	327	326

# États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(non audité)

(en millions)	Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	72 \$	46 \$
Débiteurs	1 379	1 428
Impôt sur le bénéfice et autres impôts à recevoir	10	66
Stocks	290	353
Charges payées d'avance	278	144
Actifs dérivés	18	14
	<b>2 047</b>	<b>2 051</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles, montant net	8 091	7 964
Immobilisations incorporelles, montant net	6 123	6 153
Goodwill, montant net	3 662	3 661
Coentreprise immobilière	10	—
Autres actifs non courants	119	81
Placements	21	21
	<b>18 026</b>	<b>17 880</b>
	<b>20 073 \$</b>	<b>19 931 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts à court terme	400 \$	404 \$
Créditeurs et charges à payer	1 375	1 419
Impôt sur le bénéfice et autres impôts à payer	283	25
Dividendes à payer	198	188
Facturation par anticipation et dépôts de clients	675	655
Provisions	41	88
Passifs dérivés	3	—
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 276	1 066
	<b>4 251</b>	<b>3 845</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Provisions	142	122
Dette à long terme	5 211	5 508
Autres passifs non courants	1 235	1 343
Impôt sur le bénéfice différé	1 438	1 600
	<b>8 026</b>	<b>8 573</b>
<b>Passif</b>	<b>12 277</b>	<b>12 418</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 796	7 513
	<b>20 073 \$</b>	<b>19 931 \$</b>

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 30 juin (en millions)	Trimestres		Semestres	
	2012	2011	2012	2011
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>				
Bénéfice net	328 \$	324 \$	676 \$	652 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités opérationnelles :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	456	442	926	866
Impôt sur le bénéfice différé	151	129	(151)	173
Rémunération fondée sur des actions	9	5	16	—
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	(2)	(7)	(3)	(16)
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(15)	(15)	(131)	(250)
Profit résultant de la réévaluation à la juste valeur à la date d'acquisition de la participation de 51 % dans Transactel (Barbados) Inc. et ajustement postérieur à la contrepartie éventuelle	—	—	—	(16)
Autres	1	(19)	—	(31)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles	(140)	(342)	218	(427)
Entrées liées aux activités opérationnelles	788	517	1 551	971
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations	(536)	(440)	(988)	(910)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions et placements connexes	(11)	(26)	(41)	(76)
Avances et apports à la coentreprise immobilière	(23)	—	(38)	—
Distributions à la coentreprise immobilière	18	—	18	—
Produit des cessions	14	—	18	—
Autres	(2)	—	(23)	4
Sorties liées aux activités d'investissement	(540)	(466)	(1 054)	(982)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Émission d'actions sans droit de vote	—	2	—	19
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	(189)	(170)	(377)	(285)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	(7)	(18)	(4)	4
Émission de titres de créance à long terme	1 346	1 780	2 696	2 410
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(1 394)	(1 590)	(2 786)	(2 072)
Acquisition d'une participation supplémentaire dans une filiale auprès de détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle	—	(51)	—	(51)
Dividendes versés par une filiale à une participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	(4)
Autres	—	(6)	—	(6)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(244)	(53)	(471)	15
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>				
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	4	(2)	26	4
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	68	23	46	17
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	72 \$	21 \$	72 \$	21 \$
<b>INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE</b>				
Intérêts (versés)	(110) \$	(145) \$	(172) \$	(206) \$
Intérêts reçus	4 \$	— \$	11 \$	— \$
Impôt sur le bénéfice (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payé) reçu, montant net	(31) \$	(50) \$	(79) \$	(116) \$

# Information sectorielle

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>Produits opérationnels</b>								
Produits externes	1 428 \$	1 333 \$	1 237 \$	1 221 \$	— \$	— \$	2 665 \$	2 554 \$
Produits intersectoriels	10	10	43	40	(53)	(50)	—	—
	<b>1 438 \$</b>	<b>1 343 \$</b>	<b>1 280 \$</b>	<b>1 261 \$</b>	<b>(53) \$</b>	<b>(50) \$</b>	<b>2 665 \$</b>	<b>2 554 \$</b>
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>636 \$</b>	<b>565 \$</b>	<b>362 \$</b>	<b>385 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>998 \$</b>	<b>950 \$</b>
<b>Dépenses d'investissement<sup>2</sup></b>	<b>194 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>354 \$</b>	<b>349 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>548 \$</b>	<b>456 \$</b>
<b>BAIIA, moins les dépenses d'investissement</b>	<b>442 \$</b>	<b>458 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>450 \$</b>	<b>494 \$</b>
					<b>Produits opérationnels</b>		<b>2 665 \$</b>	<b>2 554 \$</b>
					Achat de biens et services		<b>1 152</b>	<b>1 134</b>
					Charge au titre des avantages du personnel		<b>515</b>	<b>470</b>
					<b>BAIIA</b>		<b>998</b>	<b>950</b>
					Amortissement des immobilisations corporelles		<b>344</b>	<b>326</b>
					Amortissement des immobilisations incorporelles		<b>112</b>	<b>116</b>
					<b>Bénéfice opérationnel</b>		<b>542</b>	<b>508</b>
					Coûts de financement		<b>85</b>	<b>94</b>
					<b>Bénéfice avant impôt</b>		<b>457 \$</b>	<b>414 \$</b>

Semestres clos les 30 juin (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>Produits opérationnels</b>								
Produits externes	2 811 \$	2 641 \$	2 485 \$	2 444 \$	— \$	— \$	5 296 \$	5 085 \$
Produits intersectoriels	20	19	84	80	(104)	(99)	—	—
	<b>2 831 \$</b>	<b>2 660 \$</b>	<b>2 569 \$</b>	<b>2 524 \$</b>	<b>(104) \$</b>	<b>(99) \$</b>	<b>5 296 \$</b>	<b>5 085 \$</b>
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>1 258 \$</b>	<b>1 116 \$</b>	<b>749 \$</b>	<b>820 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>2 007 \$</b>	<b>1 936 \$</b>
<b>Dépenses d'investissement<sup>2</sup></b>	<b>345 \$</b>	<b>183 \$</b>	<b>644 \$</b>	<b>682 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>989 \$</b>	<b>865 \$</b>
<b>BAIIA, moins les dépenses d'investissement</b>	<b>913 \$</b>	<b>933 \$</b>	<b>105 \$</b>	<b>138 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>1 018 \$</b>	<b>1 071 \$</b>
					<b>Produits opérationnels</b>		<b>5 296 \$</b>	<b>5 085 \$</b>
					Achat de biens et services		<b>2 268</b>	<b>2 232</b>
					Charge au titre des avantages du personnel		<b>1 021</b>	<b>917</b>
					<b>BAIIA</b>		<b>2 007</b>	<b>1 936</b>
					Amortissement des immobilisations corporelles		<b>687</b>	<b>658</b>
					Amortissement des immobilisations incorporelles		<b>239</b>	<b>228</b>
					<b>Bénéfice opérationnel</b>		<b>1 081</b>	<b>1 050</b>
					Coûts de financement		<b>160</b>	<b>198</b>
					<b>Bénéfice avant impôt</b>		<b>921 \$</b>	<b>852 \$</b>

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits opérationnels diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. TELUS a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses activités et qu'il sert aussi à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.



# Communiqué

## TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de soixante et un cents (0,61 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de soixante et un cents (0,61 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1<sup>er</sup> octobre 2012 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 10 septembre 2012.

Par ordre du conseil

Michel Belec  
Vice-président – Services juridiques

Vancouver, Colombie-Britannique  
Le 3 août 2012

Renseignements : Relations avec les investisseurs  
1-800-667-4871  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)